



Briser le Cycle

BRISER LE CYCLE

du Conflit, de la Faim et
de la Souffrance Humaine

CONCERN
worldwide



Octavie n'a que 13 ans mais est responsable de son neveu après le déménagement de leurs mères dans une ville en République centrafricaine. Certains jours, les enfants n'ont rien à manger et le résultat est que le jeune garçon est mal nourri. Il a reçu une spéciale aliments thérapeutiques provenant d'un poste de santé où Concern travaille avec des volontaires de la communauté. Photographe: Chris de Bode, Panos Pictures pour Concern Worldwide.



Résumé

“La guerre n’est jamais inévitable. C’est toujours une question de choix: le choix d’exclure, de discriminer, de marginaliser et de recourir à la violence...Cela étant, la paix non plus n’est jamais inévitable. Elle est l’aboutissement de décisions difficiles, d’ardeur à la tâche et de compromis...La prévention n’est pas simplement une priorité, elle est la priorité. Si nous nous montrons à la hauteur de nos responsabilités, nous sauverons des vies, nous allègerons les souffrances et nous donnerons de l’espoir à des millions de personnes.”

António Guterres, Secretary-General of the United Nations

Les conflits sont le principal moteur de la crise humanitaire actuelle, et constituent la plus grande menace pour les progrès faits pour aller vers un avenir plus prospère, stable et durable¹. Dans un monde où les besoins ne cessent d’augmenter, l’aide sauve des vies et est de plus en plus efficace². Cependant, les progrès en matière de développement sont inégaux au sein et entre les pays. Tout comme les pays déchirés par la guerre ont du mal à atteindre leurs objectifs de développement³, les zones touchées par le conflit accusent de plus en plus en retard, précisément au moment où l’action est la plus nécessaire.

Ce rapport partage les inquiétudes et les expériences vécues par les personnes les plus touchées par les conflits dans le monde. Ces témoignages soulignent les conséquences destructrices et complexes du conflit sous ses nombreuses formes. Celles-ci incluent des expériences directes de la violence et de son impact dévastateur sur les déplacements de personnes et sur la sécurité alimentaire, ainsi que des effets négatifs plus indirects sur la résilience des communautés, la cohésion et les relations sociales fondées sur le genre.

Ces témoignages mènent à trois conclusions, communes à la fois à la faim et au déplacement, et reflètent les dures réalités et les énormes défis auxquels sont confrontées les communautés dans les zones touchées par le conflit dans le monde entier :

1. La portée du conflit va au-delà de la seule violence physique, en transformant (et souvent en détruisant) des économies, des liens sociaux et des mécanismes de soutien des ménages, loin des premières lignes.
2. Le conflit est sexospécifique : il affecte les femmes, les hommes, les jeunes et les personnes appartenant à des groupes vulnérables de manières radicalement différentes tout en renforçant les inégalités existantes.
3. Les séquelles d'un conflit durent beaucoup plus longtemps que la violence, affectant la probabilité du retour et le succès de la réintégration et de la réconciliation longtemps après le rétablissement de la stabilité.

Le déplacement est une caractéristique déterminante des conflits modernes. Aujourd'hui, on estime que 68,5 millions de personnes sont en situation de déplacement forcé, il s'agit donc de la pire crise de déplacement depuis 70 ans⁴. Les expériences partagées dans ce rapport mettent en lumière les millions de personnes dans le monde qui ont fui leurs foyers à la recherche de sécurité, celles qui les hébergent et les défis auxquels les personnes déplacées sont confrontées pour reconstruire leur vie à leur retour.

La faim et les conflits sont inextricablement liés : en 2017, 124 millions de personnes étaient confrontées à des niveaux critiques d'insécurité alimentaire, le conflit étant le principal facteur dans 60% des cas d'insécurité alimentaire aiguë⁵. Les récits de ce rapport soulignent les effets dévastateurs des conflits sur la sécurité alimentaire tant dans les zones les plus touchées par les conflits violents que dans celles moins directement touchées. Les impacts directs incluent l'exposition à la violence physique, la restriction des mouvements et le manque d'accès à l'aide humanitaire. Indirectement, les conflits affectent profondément les communautés à travers la violence localisée, les crises économiques et sont un facteur aggravant dans les contextes de catastrophe naturelle et de changement climatique.

Bien que les conflits puissent être catastrophiques, les récits inclus dans ce rapport témoignent également de la force, de la résilience et des espoirs de ceux qui ont survécu à une violence extrême, qui continuent à vivre dans l'incertitude et qui s'engagent à construire un avenir meilleur. Souvent, faire face à un conflit peut sembler insurmontable. Néanmoins, le soutien aux initiatives locales de consolidation de la paix (lorsque celles-ci s'appuient sur des preuves et de bonnes pratiques) peut avoir de profondes répercussions sur les perspectives de paix. Concern soutient le travail des communautés locales pour construire un avenir plus pacifique et prospère dans divers contextes à travers le monde. En République Centrafricaine, des approches intégrées visant à réduire les conflits ainsi que la violence basée sur le genre et la vulnérabilité environnementale aideront l'ensemble de la communauté à bénéficier des avantages d'une paix durable. Au Moyen-Orient, engager des hommes dans le travail de reconstruction des rôles de genre aide à la consolidation des familles déracinées par la guerre. Habiler les jeunes leaders urbains à travers de formations à la résolution non violente de conflits à Port-au-Prince, en Haïti, donne aux leaders de demain les compétences et la confiance nécessaires pour transformer leurs communautés. Faciliter les partenariats pour la prévention des conflits entre différents groupes ayant différents moyens d'existence dans les zones rurales du Tchad renforce la résilience de ces groupes qui peuvent lutter ensemble contre les impacts du changement climatique et construire la paix.

Les problèmes auxquels ces champions locaux de la paix sont confrontés ne sont ni faciles ni simples, mais ils ne peuvent pas non plus être ignorés. Les conflits font reculer le développement et compromettent les progrès faits vers un avenir plus stable et prospère. Pour ces raisons, Concern travaille à :

- » Intégrer des programmes sur la culture de la paix dans des réponses multisectorielles pour aborder conjointement les facteurs complexes et les conséquences des conflits,
- » Soutenir le développement de liens et la transformation des normes sociales dans les communautés touchées par le conflit, et
- » Renforcer les systèmes pour une gestion des conflits plus efficace, durable et inclusive afin d'aider à instaurer une paix durable.

Plus important encore, ces processus sont dirigés par des membres de la communauté qui se sont engagés à instaurer la paix chaque jour dans les circonstances les plus difficiles.

En fin de compte, il est important de rappeler que même ceux qui ont été victimes de conflits sont toujours des agents actifs dans la reconstruction de leurs vies et d'un avenir meilleur. Des initiatives spécifiques au contexte, imaginées localement et menées par des acteurs locaux sont la seule façon de construire une paix durable. Donner une tribune aux personnes les plus touchées par la violence nous aide à comprendre leur vécu du conflit, à comprendre comment ces personnes reconstruisent leur vie au milieu de l'insécurité ainsi que leurs espoirs pour l'avenir. Cette compréhension est essentielle pour élaborer des réponses aux crises qui soient efficaces, responsables, valorisantes et durables à fin de d'atteindre l'objectif de l'Agenda 2030 consistant à bâtir des sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable (ODD n°16).



Goanar Sebit, âgée d'un an, avec sa mère, Nyakera Kong, au centre de nutrition Concern, dans le POC 3, près de la base de l'ONU à Juba, au Sud-Soudan. Photographe: Kieran McConville, Concern Worldwide

Cependant, ces voix devraient également être un catalyseur pour le changement politique au plus haut niveau. L'aide humanitaire et l'aide au développement ne peuvent se substituer à une diplomatie efficace ni à la volonté politique de trouver des solutions durables aux crises prolongées. Dans sa cinquantième année de lutte contre la crise dans les contextes les plus touchés par le conflit, Concern est plus que jamais engagée à soulager les souffrances, à travailler avec les communautés pour s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et de la vulnérabilité et à autonomiser les femmes, les hommes, les jeunes et les champions de la paix appartenant à des groupes vulnérables à construire un avenir meilleur pour leurs communautés. Toutefois, il n'est pas en notre pouvoir de mettre fin à un conflit généralisé.

La tâche de résoudre les conflits peut paraître insurmontable. Mais l'inaction n'est pas une option. Le maintien du statu quo coûte d'innombrables vies, et bien d'avantage à cause de l'effondrement économique, de la crise humanitaire et du sous-développement. Le **système des Nations Unies** est à la croisée des chemins et seuls les dirigeants et des efforts coordonnés au niveau mondial peuvent apporter le changement systémique nécessaire pour parvenir à la paix et à son maintien. Les **gouvernements nationaux** doivent faire preuve de leadership pour protéger les civils et parvenir aux solutions politiques nécessaires pour mettre un terme aux conflits : en fin de compte, la seule paix durable est celle qui est engagée par les pays eux-mêmes. Les **bailleurs de fonds internationaux** sont confrontés à des besoins croissants dans des contextes de plus en plus complexes, et c'est pour cette raison que s'imposent des idées neuves, un engagement renouvelé et une réaffirmation de la valeur de l'aide humanitaire et notre responsabilité de soulager les souffrances et sauver des vies. Entre-temps, le **gouvernement irlandais** se trouve dans une position privilégiée pour devenir un leader mondial du seizième Objectif de Développement Durable et accroître sa présence dans les zones de conflit, en tirant parti de sa propre expérience d'un conflit, de son bilan en matière de maintien de la paix et de sa contribution aux processus de paix dans le monde.

S'appuyant sur les témoignages du présent rapport et sur une série de recommandations visant principalement les acteurs humanitaires et de développement dans deux publications annexes⁶, **Concern appelle toutes les parties à prendre les mesures suivantes pour briser le cycle des conflits, de la faim et de la souffrance humaine:**

Pays membres des Nations Unies

- » Soutenir l'agenda du Secrétaire Général Guterres en déployant des efforts diplomatiques et répondre à son appel en faveur d'une augmentation du financement de 500 millions de dollars pour une réforme de l'architecture de consolidation de la paix de l'ONU⁷.
- » Encourager la mise en œuvre d'un Pacte Mondial sur les Réfugiés ambitieux, assorti d'objectifs et d'indicateurs solides pour suivre les progrès et assurer la redevabilité.
- » Introduire un mécanisme spécifique de suivi, de reporting et de responsabilité pour les violations à la résolution 2417 (2018) sur les conflits et la faim.
- » Faire en sorte que le langage utilisé soit contraignant et qu'il garantisse une adéquate représentation, participation et leadership des femmes à tous les niveaux de la consolidation de la paix.

Gouvernements nationaux

- » Créer des espaces d'échange pertinents pour l'inclusion, la participation et le leadership de la société civile locale, des femmes et des jeunes œuvrant dans la construction de la paix dans les processus de paix au niveau national.

- » Intégrer et monitorer la mise en œuvre des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes dans les lois, les politiques et les plans de développement nationaux⁸.
- » Diriger la mise en place de stratégies nationales de renforcement de la résilience visant à lutter contre les effets combinés des conflits, du changement climatique et des catastrophes naturelles sur la faim et l'insécurité alimentaire.
- » Adopter, financer et implémenter des Plans d'Action Nationaux ambitieux en accord avec la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité.

Bailleurs de fonds internationaux

- » Augmenter les investissements en matière de sensibilité au conflit dans toutes les interventions implémentées dans les zones de conflit afin de maximiser les retombées de la paix.
- » Mettre un terme aux conférences annuelles de bailleurs de fonds et respecter les engagements existants visant à accroître le financement humanitaire pluriannuel flexible pour traiter et prévenir les déplacements prolongés.
- » Augmenter les financements rapidement disponibles et flexibles pour faire face aux crises alimentaires et transformer les alertes précoces en actions rapides.
- » Éliminer les écarts de financement sexospécifiques qui nuisent de manière disproportionnée aux femmes, aux filles et aux victimes de violences sexuelles et de violences basées sur le genre dans les conflits.

Le gouvernement irlandais

- » Mettre davantage l'accent sur la paix, la prévention des conflits et la fragilité, en triplant les fonds⁹ alloués aux programmes intégrés qui incluent des initiatives de promotion civile de la paix menées par des acteurs locaux, des initiatives de prévention et de règlement des conflits.
- » Soutenir davantage les initiatives d'établissement (et de rétablissement) rapide des moyens d'existence et soutenir le retour, la réintégration, le relèvement et le renforcement de la résilience pour une période plus longue pour les populations déplacées, d'accueil et de retour.
- » Conserver sa position de leader mondial dans la lutte contre la faim et établir des liens plus étroits entre ses priorités en matière d'alimentation, de faim, de paix et de prévention des conflits, en tant que principes définissant son engagement auprès des Nations Unies.
- » Augmenter les financements au profit d'initiatives de consolidation de la paix qui font de l'égalité femme-homme et de l'autonomisation des femmes un objectif principal ou important¹⁰.

Organisations humanitaires et de développement

- » Concevoir et mettre en œuvre des programmes basés sur une analyse contextuelle approfondie et très attentifs à la manière dont les relations sociales et les interactions entre les genres influencent les impacts des conflits.
- » Mettre en œuvre des programmes intégrés pour soutenir la cohésion sociale, l'intégration et, le cas échéant, le retour volontaire dans la sécurité et la dignité pour les populations déplacées et hôtes.
- » Soutenir davantage d'initiatives locales de consolidation de la paix, de prévention des conflits et de résolution des conflits dans le cadre de réponses intégrées dans des zones de conflit.

Contents

Résumé	3
Avant-Propos	10
1. Introduction	12
Encadré 1 : La recherche constante de sécurité en Syrie	14
Encadré 2 : Soutenir les communautés isolées affectées par le conflit et la crise en Somalie	18
2. L'expérience vécue du conflit, du déplacement et de la faim	22
2.1. La vaste portée de la violence	23
Encadré 3 : La solidarité sociale dans le cadre de la crise au Soudan du Sud	24
2.2. Les impacts sexospécifiques de la guerre	27
Encadré 4 : Relations de genre et inégalités intersectionnelles en République Centrafricaine	28
2.3. Les longues séquelles du conflit	30
Encadré 5 : Le défi du relèvement post-conflit et de la réconciliation	32
3. Briser le cycle : Autonomiser les communautés pour construire la paix	34
3.1. Intégrer les programmes de paix pour aborder des crises multiformes	34
3.2. Construire les relations et transformer les normes sociales en temps de guerre et de paix	35
Encadré 6 : des jeunes leaders champions de la paix et du changement en Haïti	36
Encadré 7 : surmonter un traumatisme, changer les attitudes et transformer les vies au Liban	40
3.3. La relance de systèmes pour une gestion durable des conflits	43
Encadré 8 : Soutien à la résilience face au changement climatique et au leadership en faveur de la paix au Tchad	44
4. Conclusions et recommandations	47
4.1. Briser le cycle des conflits	51
4.2. Trouver des solutions durables face au déplacement	52
4.3. Atteindre l'objectif "Zéro Faim"	54
4.4. Défendre la cause de l'égalité femme-homme	58
Remerciements	66

Acronymes

ACTED	Agence d'Aide à la Coopération Technique Et au Développement
AMC	Affaires Mondiales Canada
APD	Aide publique au développement
COFEM	Coalition de Féministes pour le Changement Social
DEC	<i>Disasters Emergency Committee</i> – Comité d'Urgence pour les Désastres
DFID	Département du développement international (Royaume-Uni)
DGF	Discussion de Groupe Focal
ECHO	Office d'aide humanitaire de la Commission Européenne
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWSNET	Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FSIN	Réseau d'information sur la sécurité alimentaire
HCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
IASC	Comité permanent inter-agences
ICGBV	Consortium Irlandais sur la Violence Basée sur le Genre
IDMC	Observatoire des Situations de déplacement interne
IEP	Institut de recherche international sur les liens entre économie et paix
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
JOAC	<i>Jersey Overseas Aid</i>
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
OFDA	Bureau de l'aide au développement à l'étranger (Etats-Unis)
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PoC	<i>Protection of Civilians</i> – Protection des civils
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
SDG	Objectifs de Développement Durable
SHACDO	Organisation de développement communautaire de Shabelle
SSD	Service de Santé Départemental
SSHF	Fonds humanitaire du Soudan du Sud
UCDP	Base de données du programme d'Uppsala sur les conflits
UNEP	Programme des Nations unies pour l'environnement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNMISS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
UPC	Union pour la Paix en Centrafrique
YAC	<i>Youth Actors for Change</i> – Jeunes acteurs du changement

Avant-Propos

**«il faut que tu comprennes
que personne ne pousse ses enfants sur un bateau
à moins que l'eau ne soit plus sûre que la terre-ferme...
...je veux rentrer chez moi
mais ma maison est comme la gueule d'un requin
ma maison, c'est le baril d'un pistolet
et personne ne quitte sa maison
à moins que ta maison ne te chasse vers le rivage».**

Warsan Shire (home)¹¹

Le monde est en feu. Les conflits et le changement climatique détruisent les progrès accomplis à la fin du 20ème siècle en matière de développement.

Les conflits sont désormais le principal facteur des crises humanitaires. Avec plus de 68 millions de personnes déplacées de force et 134 millions de personnes nécessitant une assistance humanitaire, les systèmes de réponse sont surchargés et les structures diplomatiques en place pour la prévention et le règlement de conflits se sont révélées totalement inefficaces.

Travailler dans des zones de conflit a toujours représenté de grands défis pour les travailleurs humanitaires, notamment en ce qui concerne la sécurité et l'accès aux populations dans le besoin, et ce défi ne fait que s'intensifier. Les conflits peuvent également créer un espace extrêmement chaotique, dans lequel les structures sociales sont bouleversées, les populations sont les plus vulnérables et les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance sont essentiels et difficiles à maintenir.

Il n'est pas facile de réagir aux conflits, mais c'est essentiel. Notre propre organisation, Concern Worldwide, a été créée en 1968 en réponse à la famine provoquée par la guerre du Biafra. Depuis lors, une grande partie de notre travail a consisté à répondre aux besoins humanitaires urgents créés par les conflits.

Le double mandat de Concern en tant qu'ONG humanitaire et de développement nous permet de mieux comprendre le conflit et sa relation en particulier avec la faim et l'extrême pauvreté. Dans nombre des pays dans lesquels nous travaillons, nous avons mis au point des méthodes permettant de répondre aux besoins des personnes les plus touchées par les conflits, allant au-delà de l'aide humanitaire de base. Ces approches sont efficaces, mais l'ampleur et l'impact du conflit au niveau mondial signifient nous faisons face à des demandes croissantes.

Répondre aux besoins des populations touchées par un conflit exige une approche plus ambitieuse qui tienne compte à la fois des facteurs et des conséquences du conflit. Le présent rapport fait valoir que le fait d'aider les communautés à établir ou à réactiver leurs propres systèmes de consolidation de la paix doit être au cœur d'une approche locale visant à prévenir et à résoudre les conflits et à instaurer une paix durable. Concern est une ONG mondiale, mais elle est solidement enracinée en Irlande. L'expérience de l'Irlande du Nord a montré que si bien le

leadership politique est essentiel pour mettre fin à la violence, la paix ne peut être véritablement consolidée que si elle est adoptée, prise en charge et vécue au niveau communautaire. Nous savons également que la paix ne peut réellement être atteinte que lorsque tous les membres de la communauté, y compris les femmes et les jeunes, sont impliqués de manière significative et peuvent en profiter de manière égale.

Notre propre travail nous a montré que même dans les régions les plus difficiles à atteindre en République Centrafricaine ou dans les bidonvilles les plus violents d'Haïti, un investissement dans la paix au niveau communautaire peut avoir un impact immédiat et efficace.

En tant qu'ONG, nous avons le devoir non seulement de travailler avec ceux qui sont affectés par un conflit prolongé, mais également de donner une tribune à leurs voix. C'est pourquoi nous avons accordé une place centrale au sein de ce rapport aux témoignages des personnes touchées, celles qui sont le plus proches de la crise. Même si ces personnes ont vécu un traumatisme dévastateur, leurs récits poignants témoignent de leur force, de leur résilience et de leur détermination à se forger un meilleur avenir pour eux-mêmes et leur famille. Pour notre part, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que cet avenir se réalise.

La résilience n'est cependant pas inépuisable. Le conflit écrase, érode et affaiblit la détermination de beaucoup, et pour chaque personne qui trouve la force de continuer, beaucoup d'autres ne le font pas.

Nous devons nous rappeler que la violence n'est pas une fatalité. Les coupables et même des pans entiers de la société choisissent de commettre des actes de violence, et peuvent choisir d'arrêter. Mais mettre fin à un conflit n'est pas simple. Cela nécessite des approches durables sur le terrain qui soient spécifiques au contexte, mais surtout une volonté politique, un leadership et de la diplomatie. Les solutions ne sont pas faciles, mais nous ne pouvons tout simplement pas renvoyer des millions d'hommes, de femmes et d'enfants à la brutalité de la guerre ou les priver d'une vie normale en tant que réfugiés ou dans des camps de personnes déplacées pendant des décennies, survivant grâce à des lignes de vie humanitaires insuffisamment financées.

George Bernard Shaw a dit un jour: « Le pire pêché envers nos semblables, ce n'est pas de les haïr, mais de les traiter avec indifférence; c'est là l'essence de l'inhumanité». En vérité, lorsque nous n'agissons pas ou n'empêchons pas la souffrance des autres, nous ne nions pas seulement leur humanité, nous érodons lentement la nôtre.

Répondons à l'inhumanité avec humanité, en canalisant notre impulsion humaine la plus fondamentale pour soulager les souffrances des autres. Ce faisant, nous devons revenir avec une vigueur renouvelée aux promesses et aux obligations faites lorsque 193 nations se sont réunies pour souscrire aux Objectifs de Développement Durable. C'était la première fois que la communauté mondiale adhérait collectivement à un engagement visionnaire visant à réduire toutes les formes de violence et à construire des sociétés plus pacifiques et inclusives (ODD 16).

Parlons de ces objectifs en tant que droits, y compris le droit de vivre à l'abri de la peur, de la persécution et de la violence. Les mots sont importants : si nous considérons les objectifs comme des droits, nous passons d'aspiration à obligation et d'ambition à action. C'est ce qui est nécessaire pour parvenir à un monde plus pacifique, un monde sans conflit, sans faim et sans pauvreté.

Dominic MacSorley

Directeur Général, Concern Worldwide

1.

Introduction

L'engagement de Concern de ne laisser personne derrière, mais d'atteindre les plus vulnérables, a davantage conduit l'organisation vers des contextes fragiles¹². Les conséquences dévastatrices du conflit et les souffrances humaines qui en résultent ont augmenté exponentiellement ces dernières années. Ce rapport est la publication finale d'une série de documents explorant les conséquences humanitaires des conflits et proposant de nouvelles façons de briser le cycle du conflit, de la faim et de la souffrance humaine¹³.

Les conflits sont le principal moteur de la crise humanitaire actuelle et sont la plus grande menace pour progresser vers un avenir plus prospère, stable et durable¹⁴. Le monde devient de plus en plus dangereux. Après une période de regain modéré en matière de paix mondiale, les conflits ont considérablement augmenté au cours de la dernière décennie¹⁵. En 2017, un total de 164 conflits étatiques et non étatiques, ainsi que des conflits dirigés contre les populations civiles ont été enregistrés dans le monde, contre 80 en 2010¹⁶.

Un conflit stoppe net les acquis en matière de développement et peut interrompre les progrès faits pendant des années, voire des décennies.

Un conflit stoppe net les acquis en matière de développement et peut interrompre les progrès faits pendant des années, voire des décennies. Une guerre civile « classique » réduit le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant de 15% et augmente la proportion des personnes sous-alimentées de 3,3%.¹⁷ L'effondrement de l'ordre public et l'émergence d'économies de guerre affaiblissent les systèmes de gouvernance et alimentent la corruption qui à leur tour appauvrissent davantage les communautés et endommagent à long terme les systèmes de responsabilisation. Même lorsqu'il s'agit de d'actes de violence aveugle et à grande échelle, ce sont les personnes les plus démunies et vulnérables qui souffrent le plus. Les cas

de violences sexuelles et basées sur le genre à l'encontre des femmes, le nombre d'enfants déscolarisés et les niveaux de mortalité infantile augmentent tous à cause des conflits. L'impact des conflits dépasse de loin la seule violence. En moyenne, pour chaque enfant tué dans un conflit, un autre enfant qui pourrait par ailleurs survivre périt des effets indirects de la guerre¹⁸. Le conflit est beaucoup plus qu'un «développement inversé» : il représente le potentiel non réalisé des générations futures.

Le déplacement est une caractéristique déterminante des conflits modernes. Aujourd'hui, le monde fait face à la pire crise de déplacement depuis 70 ans. Environ 68,5 millions de personnes ont été déplacées de force. L'attention internationale a tendance à se concentrer sur le nombre relativement faible de personnes effectuant des voyages périlleux pour atteindre l'Europe. Cependant, dans le monde entier, il y a presque deux fois plus de personnes déplacées de force à l'intérieur de leur propre pays que des personnes réfugiées¹⁹. Malheureusement, le déplacement forcé est rarement un événement isolé : de nombreuses personnes dans des conflits prolongés ont été déplacées à plusieurs reprises dans une recherche presque constante de sécurité alors que les lignes de front changent (par exemple, Etude de cas Concern, *encadré 1*)²⁰. Alors que les déplacements provoqués par un petit nombre de conflits très médiatisés

suscitent une attention considérable, les déplacements forcés dans le cadre de crises négligées dans le monde, et qui ont moins de couverture médiatique, exigent une attention particulière. De plus, les populations déplacées sont souvent exclues des processus de prise de décision qui ne tiennent pas compte de leurs opinions, besoins et objectifs²¹. Ce rapport cherche à donner une plate-forme à ces perspectives pour mener à une réponse plus efficace, responsable, autonome et durable.



Le commerçant du marché, Maduok Yai, sur son étal de marché à Aweil West, au Sud-Soudan. Photographie: Kieran McConville, Concern Worldwide.

La recherche constante de sécurité en Syrie

Dans sa huitième année de guerre, la violence sans précédent en Syrie a entraîné la plus grande crise de réfugiés depuis la Seconde guerre mondiale. En avril 2018, environ 6,6 millions de personnes en Syrie étaient des déplacés internes et 5,6 millions de personnes ont fui le pays²². L'attention internationale s'est principalement portée sur les réfugiés arrivant en Europe. Cependant, la grande majorité des déplacés syriens restent dans la région et le plus grand nombre se trouve à l'intérieur même de ce pays ravagé par la guerre. Beaucoup de syriens ont dû se déplacer à de nombreuses reprises dans une recherche quasi constante de sécurité, car les nouvelles lignes de front créent de nouvelles menaces.

Laila* est une mère de 31 ans qui vit dans le nord de la Syrie avec ses cinq enfants. Le voyage tragique de Laila depuis son domicile à Alep a commencé en 2012. Au début de la guerre, elle et son mari ont fui avec leurs enfants au sud de la ville, et ont trouvé refuge dans une maison appartenant à la famille de son père. Là-bas, la famille élargie de 14 personnes a vécu dans une petite maison de trois pièces pendant sept mois. Lorsqu'ils sont arrivés pour la première fois, il y avait peu de nourriture, mais à mesure que la ligne de front se rapprochait, les gens ont commencé à partir, abandonnant les récoltes. Laila indique qu'« **au début, nous ne faisons qu'un repas par jour, mais au fur et à mesure que la ville se vidait de ses habitants, il y avait beaucoup de nourriture à manger car les gens abandonnaient leurs récoltes.** » Cependant, la famille a également été forcée de fuir à mesure que les bombardements se sont rapprochés.

Dans la campagne au nord d'Alep, ils ont trouvé une petite ferme où ils sont restés avec 25 personnes. Les femmes et les enfants dormaient dans la maison, tandis que les hommes dormaient dehors dans les voitures. Le manque d'espace est devenu rapidement intenable et, à la mi-2013, la famille déménagea de nouveau dans une autre ville considérée comme sûre à l'époque et qui était sous le contrôle des forces d'opposition. À leur arrivée, la famille a été emmenée dans une école où les personnes déplacées internes étaient hébergées. Bien que l'espace fût surpeuplé, ce changement était une amélioration. La famille a bénéficié de l'aide d'une ONG et Laila et son mari ont pu trouver du travail. Néanmoins, la menace constante de la guerre n'était jamais loin. Les militaires ont établi des quartiers généraux dans d'autres écoles, rendant toutes les écoles vulnérables aux attaques.

En janvier 2014, la ville a été attaquée, ce qui a eu pour effet de faire fuir les forces qui contrôlaient la zone. Sous le contrôle d'un nouveau groupe armé, Laila s'est vu interdire de travailler dans le petit atelier de couture où elle était employée. « **La vie était comme une prison. Il nous était interdit de sortir ou de nous déplacer dans d'autres régions [...] il n'y avait pas de travail, pas de liberté de partir, il y avait seulement la peur.** » Après un an passé dans l'école, le groupe armé a forcé les déplacés à partir et la famille a déménagé à nouveau, cette fois dans une maison encore en construction, où ils ont vécu deux ans. Bien qu'ils aient eu accès à certains services, la fille de Laila s'est vue refuser l'accès à l'école.

En 2016, à mesure que la guerre s'intensifiait, le groupe armé a fui la ville en utilisant la famille de Laila et des milliers d'autres comme boucliers humains. Laila et sa famille ont été forcés d'accompagner les forces en retraite, ne s'installant que brièvement dans les villes en cours de route. Pendant ce temps, la famille a mangé de la nourriture trouvée dans des maisons abandonnées. Après plus de trois mois de déplacements constants et de peur, la famille a réussi à s'échapper. Sur la route de ce dernier voyage périlleux, ils trouvèrent des cadavres et évitèrent les zones truffées de mines terrestres.

Les postes de contrôle et d'enregistrement sont très répandus dans le nord de la Syrie, en particulier dans les zones qui ont récemment changé de mains ou ceux proches des lignes de conflit. C'est sur un de ces postes que Laila et sa famille ont été arrêtés. Après des années de déplacement, Laila avait perdu ses papiers d'identité. Elle a été détenue et interrogée pendant six jours avec son plus jeune fils. Après avoir été libérée, Laila a appris que son mari était parti se rendre aux funérailles de sa mère : au cours de son voyage, il a été tué par balle.

Laila est maintenant revenue dans la ville où elle a vécu trois ans auparavant. Là, Concern a soutenu sa famille avec de la nourriture, des bons alimentaires et un kit d'hygiène. Dans toute la dévastation de la guerre, ce qui manque le plus à Laila c'est la vie normale d'avant le conflit : « **Mes voisins et mes amis me manquent, mais aussi les balades dans les marchés traditionnels de la vieille ville, et manger des glaces de Salloura avec mon mari dans le parc public.** » Lorsqu'on lui demande si ses enfants ont manqué l'école pendant leur période de

déplacement, Laila se souvient du temps passé dans une école bondée : « **mes enfants étaient à l'école, mais pas pour apprendre, uniquement pour y vivre.** » L'espoir de Laila pour l'avenir est de trouver du travail dans un atelier de couture afin qu'elle puisse trouver un meilleur foyer pour sa famille et envoyer ses enfants à l'école.

Concern est l'une des seules organisations à fournir une assistance aux PDI dans le nord de la Syrie, là où les personnes ont dû se déplacer à plusieurs reprises, en s'éloignant de plus en plus de leurs foyers à la recherche d'aide. Comme le montre le témoignage de Laila, en plus de la menace physique de la violence, les personnes déplacées risquent d'être harcelées aux postes de contrôle et doivent faire face à de sévères restrictions de mouvement. Au-delà du besoin fondamental de sécurité, l'accès aux services de base est extrêmement limité, avec des conséquences à long terme pour le bien-être de la population. La réponse de Concern à la crise syrienne a démarré en avril 2013 et comprend des actions multisectorielles visant à sauver des vies à travers d'une aide d'urgence et la réhabilitation des systèmes d'approvisionnement en eau. Les activités d'urgence implémentées par Concern en Syrie sont financées par ECHO, OFDA, DFID, Irish Aid, Food for Peace et le Center for Disaster Philanthropy. Les activités ont été conçues de manière à fournir une réponse multisectorielle sur une durée allant d'un à trois mois pour les personnes déplacées arrivant de zones touchées par le conflit, ainsi qu'un soutien ciblé aux communautés hôtes les plus vulnérables et qu'aux rapatriés.

** Les noms ont été modifiés pour des raisons de sécurité*



Un refuge pour personnes déplacées dans le nord de la Syrie. Photographe: Concern Worldwide.

Les conflits et la faim sont inextricablement liés : en 2017, 124 millions de personnes étaient confrontées à des niveaux critiques d'insécurité alimentaire, le conflit étant le principal facteur dans 60% des cas d'insécurité alimentaire aiguë²³. Alors que la communauté internationale s'efforce d'atteindre l'objectif de Développement Durable (ODD) numéro 2 visant à éliminer la faim, les conflits sapent fondamentalement les progrès acquis. L'année dernière, plus de 20 millions de personnes étaient menacées de famine au Yémen, au Soudan du Sud, en Somalie et dans le nord-est du Nigéria, des zones qui sont toutes au cœur d'un conflit aigu²⁴.

Dans certains cas, l'insécurité alimentaire et les famines sont activement utilisées comme armes de guerre²⁵, notamment en ciblant la production alimentaire, les systèmes de transport et les marchés, ou en limitant l'accès humanitaire (par exemple, Etude de cas Concern, *encadré 2*)²⁶. Dans d'autres cas, l'impact du conflit sur la faim est moins direct, et se traduit par des marchés perturbés, de l'inflation, une diversité alimentaire limitée et/ou des mécanismes d'adaptation qui nuisent à la résilience à long terme. Ces impacts ne surviennent jamais en vase clos. Les conflits aggravent ou sont aggravés par d'autres facteurs (notamment les catastrophes naturelles et le changement climatique) qui exposent les populations à l'insécurité alimentaire, mais qui également exposent les communautés à de multiples chocs et sapent la résilience²⁷. En fin de compte, les conflits et leur interaction avec les systèmes alimentaires locaux, les moyens d'existence et les stratégies d'adaptation sont extrêmement liés au contexte. Pour cette raison, des témoignages de première main sur les conditions locales, tels que ceux inclus dans ce rapport, sont essentiels pour comprendre les moteurs et les conséquences de l'insécurité alimentaire et les réponses à apporter.

Dans un monde où les besoins augmentent, l'assistance humanitaire sauve des vies et est de plus en plus efficace.

Dans un monde où les besoins augmentent, l'assistance humanitaire sauve des vies et est de plus en plus efficace. En partie du fait de la professionnalisation et la sophistication croissantes de la réponse humanitaire contemporaine, le XXI^e siècle semble avoir marqué la fin des famines «calamiteuses»²⁸. De même, les campagnes mondiales contre la tuberculose, le paludisme et la poliomyélite ont accompli des progrès extraordinaires et ont abouti à une quasi-éradication dans certains contextes²⁹.

Cependant, les progrès sont inégaux au sein et entre les pays. En ce qui concerne l'Indice de la Faim dans le Monde, alors que les scores de 14 pays ont diminué de plus de la moitié depuis le début du siècle, près de deux fois plus de pays n'ont connu une baisse que de 25% et un pays (la République centrafricaine) n'a fait aucun progrès au cours de deux décennies de crise³⁰. Bien que les pays déchirés par la guerre luttent pour atteindre les Objectifs de Développement³¹, les pays touchés par le conflit ont systématiquement fait le moins de progrès dans la lutte contre la malnutrition³². En d'autres termes, les pays touchés par un conflit accusent de plus en plus en retard, précisément au moment où l'action est la plus nécessaire.

Bien que les conflits puissent être catastrophiques, les récits inclus dans ce rapport témoignent également de la force, de la résilience et des espoirs de ceux qui ont survécu à une violence extrême, qui continuent à vivre dans l'incertitude et qui s'engagent à construire un avenir meilleur. Souvent, faire face à un conflit peut sembler insurmontable. Néanmoins, le soutien aux initiatives locales de consolidation de la paix (lorsque celles-ci s'appuient sur des preuves et de bonnes pratiques) peut avoir de profondes répercussions sur les perspectives de paix.



Les nouveaux arrivants reposent sur un terrain découvert juste à l'extérieur de Mogadiscio en Somalie. Photographie: Kieran McConville, Concern Worldwide.

Soutenir les communautés isolées affectées par le conflit et la crise en Somalie

En 2017, la Somalie a connu l'une des plus grandes intensifications au monde en termes d'aide humanitaire dans le cadre d'une réponse coordonnée à la détérioration de la sécurité alimentaire et à la sécheresse. Bien que ces efforts aient permis d'éviter la famine, après des décennies de guerre civile, on estime que 6,2 millions de personnes (soit la moitié de la population) ont encore besoin d'aide humanitaire en 2018³³. Ces besoins considérables résultent d'une combinaison d'un conflit persistant et de catastrophes environnementales, aggravés par un accès humanitaire limité dans les zones contrôlées par des groupes d'opposition armés.

La ville de Qoryoley se trouve dans la région de Basse Shabelle, à 95 km au sud-ouest de Mogadiscio. Les principaux moyens d'existence de la communauté sont l'agriculture et le pastoralisme, mais ceux-ci ont été gravement perturbés par les conflits et la sécheresse. En 2014, les forces gouvernementales, soutenues par la communauté internationale ont repris le contrôle de la ville après plusieurs années sous le joug d'un groupe d'opposition armé. Depuis lors, la ville a été assiégée par des groupes armés, limitant ainsi le commerce, les mouvements de population et les interventions humanitaires. Cette situation a déclenché une insécurité alimentaire à grande échelle. « **Au cours des trois ou quatre dernières années, la ville a été assiégée par un groupe armé de l'opposition, et notre communauté a été très affectée par l'insécurité alimentaire** », explique à Concern Yusuf Omar*, agriculteur et travailleur journalier de 43 ans, chef d'une famille de 10 personnes. L'année dernière, plus d'un million de Somaliens ont été déplacés, dont beaucoup vers Mogadiscio, ou vers le corridor de l'Afgoye, en quête de sécurité³⁴. À Qoryoley, de nombreuses personnes ont également fui, mais comme c'est souvent le cas, les ménages les plus vulnérables ont été incapables de voyager.

Faduma Ali*, âgée de 36 ans, est une mère célibataire de quatre enfants qui est restée à Qoryoley. « **Je traverse des moments difficiles chaque fois qu'il y a un blocus [d'un groupe armé] dans le village ou dans toute la région parce que je suis la seule source de revenus pour ma famille depuis la mort de mon mari** », a déclaré Faduma à Concern. « **Quand je ne peux pas gagner ma vie, ma famille souffre énormément et lutte pour survivre** ». Faduma indique que pour soutenir sa famille, elle « **ramasse du bois de chauffage et le vend à Qoryoley** ». Cependant, l'insécurité et le contrôle des groupes armés autour de Qoryoley ont fortement restreint le commerce. « **Le [groupe armé] impose une taxe excessive sur nos produits, ce qui m'empêche de gagner suffisamment d'argent pour nourrir mes enfants** ».

Concern, qui soutenait la communauté avant que l'accès humanitaire ne soit restreint, a adopté une approche novatrice dans le cadre de ses programmes de transferts monétaires pour atteindre les ménages les plus démunis. Concern et son partenaire local, l'Organisation de développement communautaire de Shabelle (SHACDO), ont travaillé avec un comité communautaire local, qui a réuni des anciens de la communauté, des leaders respectés et des hommes d'affaires de premier plan. A travers de ce comité, les bénéficiaires ont été identifiés à l'aide de critères permettant de cibler les ménages les plus vulnérables, notamment les personnes âgées, les femmes enceintes et allaitantes, les mères célibataires, les personnes en situation de handicap et celles vivant avec une maladie chronique. L'argent a été transféré par téléphone portable et le personnel de Concern et de son partenaire ont assuré un suivi par téléphone pour vérifier que les bénéficiaires ciblés ont bien reçu les transferts. Au total, 400 ménages vulnérables ont été ciblés par des transferts monétaires inconditionnels via téléphone portable. Il s'agit ici de la meilleure approche eu égard au contexte, puisque les transferts monétaires facilitent la résilience des moyens d'existence et aident les bénéficiaires à identifier eux-mêmes leurs besoins les plus immédiats (souvent la nourriture) et à y répondre. Le transfert d'argent via téléphone portable est également un moyen très discret, ce qui peut réduire considérablement le détournement de l'aide et les risques liés à la sécurité et à la protection.

Faduma a désormais pu utiliser l'argent qu'elle a reçu pour subvenir aux besoins de sa famille: « **Lorsque nous avons commencé à recevoir cet argent via téléphone portable, cela m'a permis d'acheter de la nourriture pour une durée d'au moins un mois ainsi que deux chèvres pour fournir du lait à ma famille** ». Khadija Mohamed*, mère de cinq enfants âgée de 34 ans, a également bénéficié du transfert d'argent : « **Nous ne nous attendions pas à ce qu'une organisation prenne des risques pour nous** », a déclaré Khadija à Concern. Khadija et son mari se sont séparés il y a deux ans et elle détient actuellement la garde exclusive de ses cinq enfants. Khadija faisait partie des familles qui n'ont pas pu quitter leur foyer et ont été confrontées à d'énormes difficultés à Qoryoley. « **Je suis très heureuse maintenant, cette aide financière est très opportune, elle a changé notre vie et nous a sauvés de la faim** ». Lorsqu'on lui demande ce qu'elle pense de l'avenir, Khadija réfléchit : « **Nous espérons qu'à l'avenir la sécurité prévaudra, que le fleuve coulera à nouveau et que nous aurons un soutien qui nous aidera à tenir le coup** ».

Concern travaille en Somalie depuis 1986, répondant aux situations d'urgence et mettant en œuvre des programmes de renforcement de la résilience à long terme axés sur la nutrition, la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, ainsi que les moyens d'existence. Le travail de Concern en Somalie est soutenu par Irish Aid, ECHO, DFID, OFDA, UNICEF, le Fonds Humanitaire pour la Somalie, le Fonds d'affectation spéciale de l'Union européenne et d'autres organisations, y compris des fondations et fonds fiduciaires.

** Les noms ont été modifiés pour des raisons de sécurité*



Une famille qui avait été déplacée de son domicile à Lower Shabelle, en Somalie, à cause de la sécheresse. Photographie: Abdulkadir Moallim

Les problèmes auxquels ces champions locaux de la paix sont confrontés ne sont ni faciles ni simples, mais ils ne peuvent pas non plus être ignorés. En fin de compte, il est important de rappeler que même ceux qui ont été victimes de conflits sont toujours des agents actifs dans la reconstruction de leurs vies et d'un avenir meilleur. Des initiatives spécifiques au contexte, imaginées localement et menées par des acteurs locaux sont la seule façon de construire une paix durable. Donner une tribune aux personnes les plus touchées par la violence nous aide à comprendre leur vécu du conflit, à comprendre comment ces personnes reconstruisent leur vie au milieu de l'insécurité ainsi que leurs espoirs pour l'avenir. Cette compréhension est essentielle pour élaborer des réponses aux crises qui soient efficaces, responsables, valorisantes et durables en vue d'atteindre l'objectif de l'Agenda 2030 consistant à bâtir des sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable (ODD n°16).

Cependant, ces voix devraient également être un catalyseur pour le changement politique au plus haut niveau. L'aide humanitaire et l'aide au développement ne peuvent se substituer à une diplomatie efficace ni à la volonté politique de trouver des solutions durables aux crises prolongées. Dans sa cinquantième année de lutte contre la crise dans les contextes les plus touchés par le conflit, Concern est plus que jamais engagée à soulager les souffrances, à travailler avec les communautés pour s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et de la vulnérabilité et à autonomiser les femmes, les hommes, les jeunes et les champions de la paix appartenant à des groupes vulnérables afin qu'ils construisent un avenir meilleur pour leurs communautés. Toutefois, il n'est pas en notre pouvoir de mettre fin à un conflit généralisé.

La tâche de résoudre les conflits peut paraître insurmontable. Mais l'inaction n'est pas une option. Le maintien du statu quo coûte d'innombrables vies, et bien d'avantage à cause de l'effondrement économique, de la crise humanitaire et du sous-développement. Bien que la fin des conflits semble ne jamais arriver, les guerres peuvent cesser. Mais cela ne se produit que par la combinaison d'un travail inlassable des champions de la paix, un leadership politique courageux et sans faille et la création et facilitation d'espaces pour que les populations poursuivent leur objectif le plus important, celui d'une vie meilleure et plus sûre pour leurs familles et leurs communautés.

La tâche de résoudre les conflits peut paraître insurmontable. Mais l'inaction n'est pas une option. Le maintien du statu quo coûte d'innombrables vies, et bien d'avantage à cause de l'effondrement économique, de la crise humanitaire et du sous-développement. Bien que la fin des conflits semble ne jamais arriver, les guerres peuvent cesser.



* Halima, une réfugiée syrienne, munie de robinets d'eau lors d'une distribution dans un camp informel au nord du Liban. Photographie: Jana Nashar, ConcernWorldwide. * nom changé pour protéger l'identité de l'individu.

2.

L'expérience vécue du conflit, du déplacement et de la faim

Ce rapport cherche à partager les voix et les expériences vécues des personnes les plus touchées par les conflits dans le monde. En faisant la synthèse de la recherche présentée dans deux études précédentes intitulées *Conflit et déplacement* et *Conflit et faim*³⁵, les témoignages inclus dans le présent rapport mettent en évidence les conséquences destructrices et complexes du conflit sous ses nombreuses formes en République centrafricaine et au Soudan du Sud. Celles-ci incluent des expériences directes de la violence et son impact dévastateur sur les déplacements et la sécurité alimentaire, ainsi que des effets négatifs plus indirects sur la résilience des communautés, les relations sociales sexospécifiques et le relèvement à long terme.



Les membres de l'équipe Concern travaillent avec un kit de forage mobile, utilisé pour fournir de nouvelles sources d'eau aux communautés touchées par le conflit à Kouango, en République centrafricaine. Photographe: Kieran McConville, Concern Worldwide.

Ces témoignages mènent à trois conclusions, communes à la fois aux recherches dans le cadre de la faim et des déplacements, et reflètent les dures réalités et les énormes défis auxquels sont confrontées les communautés dans les zones touchées par le conflit dans le monde entier :

1. La portée du conflit va au-delà de la seule violence physique, en transformant (et souvent en détruisant) des économies, des liens sociaux et des mécanismes de soutien des ménages, loin des premières lignes.
2. Le conflit est sexospécifique : il affecte les femmes, les hommes, les jeunes et les personnes appartenant à des groupes vulnérables de manières radicalement différentes tout en renforçant les inégalités existantes.
3. Les séquelles d'un conflit durent beaucoup plus longtemps que la violence, affectant la probabilité du retour et le succès de la réintégration et de la réconciliation longtemps après le rétablissement de la stabilité.

2.1. La vaste portée de la violence

Il n'y a pas deux conflits identiques : la longueur, le type et l'intensité de la violence sont tous uniques à un contexte donné. Certains conflits impliquent une violence de très forte intensité, tandis que d'autres se caractérisent par une insécurité de moindre intensité ou plus ciblée. Dans de nombreux cas, les pays sont confrontés à plusieurs types de conflits dans différentes régions en même temps³⁶.

Les conflits ont des effets dévastateurs sur les ménages et les communautés tant dans les zones les plus touchées par les conflits violents que dans celles moins directement touchées.

Les conflits ont des effets dévastateurs sur les ménages et les communautés tant dans les zones les plus touchées par les conflits violents que dans celles moins directement touchées. Dans le premier cas, l'insécurité aiguë peut entraîner de graves lésions ou la mort, elle restreint gravement les déplacements et, dans certains cas, conduit à une dépendance quasi totale à l'aide humanitaire. Dans ces contextes, les restrictions à l'accès humanitaire en raison de l'insécurité généralisée ou d'efforts délibérés visant à empêcher l'accès sont des armes de guerre mortelles³⁷. Même

dans les zones qui semblent plus stables, les conflits affectent profondément les communautés à travers la violence localisée, les crises économiques et en tant que facteur aggravant dans les contextes de catastrophe naturelle et de changement climatique.

Les récits des personnes touchées par des conflits tant dans des contextes de violence aiguë que dans des contextes où celle-ci a des effets moins indirects montrent clairement que les impacts du conflit vont bien au-delà de la seule menace de violence physique. Les conflits peuvent transformer, entraver et ébranler des relations sociales plus larges au sein de la société. La violence peut saper la confiance et la cohésion au sein d'une communauté. En conséquence, dans des cas extrêmes, les systèmes de soutien entre les membres de la famille et les voisins et les liens sociaux plus larges, qui pourraient normalement servir à se soutenir mutuellement en temps de crise, peuvent s'effondrer³⁸. Cette atteinte aux relations sociales a des conséquences graves sur la résilience des communautés face aux crises, ainsi que sur le relèvement et le développement à long terme (par exemple, Etude de cas Concern, encadré 3).

Encadré
3 :

La solidarité sociale dans le cadre de la crise au Soudan du Sud

Le Soudan du Sud est l'un des pays les plus touchés par le conflit. Ce pays, qui entre à présent dans sa cinquième année de guerre civile, a été classé comme le pays le plus fragile du monde en 2018, selon l'indice des États fragiles et se trouve au 181^e rang (sur un total de 186 pays) en 2016 selon l'Indice de Développement Humain³⁹. La famine a été déclarée dans certaines régions du Soudan du Sud en 2017, et environ 6,1 millions de personnes ont maintenant besoin d'une aide alimentaire d'urgence⁴⁰. Au niveau actuel, l'aide humanitaire atteint moins de la moitié des ménages dans le besoin,⁴¹ principalement en raison d'un accès humanitaire extrêmement limité à cause de l'insécurité.

Dans ce contexte, le soutien communautaire est une stratégie d'adaptation vitale. Les pratiques communautaires d'aide mutuelle ont aidé des générations à bénéficier d'une forme de filet de sécurité sociale par le biais de la réciprocité, du soutien et de l'échange au cours des périodes de crise antérieures. Toutefois, l'impact de la crise actuelle et le niveau sans précédent de souffrance dans certaines parties du pays portent atteinte à ce mécanisme. Les conflits transforment des systèmes qui renforçaient auparavant la résilience des communautés, perturbant profondément et érodant, voire détruisant complètement, les pratiques en place avant la crise. Cela est vrai dans les zones fortement touchées par les conflits mais aussi dans celles qui semblent être plus stables.



Une distribution alimentaire mensuelle à Juba, Soudan du Sud. Chaque famille reçoit une ration alimentaire mensuelle, répartie sur deux jours pour aider à réduire les temps d'attente pour les bénéficiaires. Photographe: Steve De Neef

À Bentiu, dans l'ancien État de l'Unité, un conflit de haute intensité a entraîné une crise aiguë de sécurité alimentaire et de protection, avec environ 115.000 personnes déplacées et résidant désormais dans le camp de protection des civils aux environs de la base des Nations Unies⁴². Là, la violence intense, les déplacements massifs et la crise économique se combinent pour créer un environnement dans lequel les traditions communautaires de longue date sont perturbées. Un homme à Bentiu compare la vie avant et après le déclenchement de la guerre civile en 2013 : **« Avant la crise, les relations étaient très bonnes. Si vous voyez que l'un de vos proches n'a rien, vous l'aidez. Mais ici, dans le camp de Protection des Civils, il n'y a désormais pas d'échange, pas d'entraide, car plus personne n'a assez »**. Même en ce qui concerne les résidents qui étaient auparavant des membres éminents de leur communauté et qui étaient habitués à soutenir les membres de leur famille, la vie dans le camp rend cela extrêmement difficile : **« Une personne vulnérable ne peut pas aider une autre. Je veux aider les autres, mais je n'ai rien à apporter »**, a déclaré un homme impliqué dans le programme de nutrition de Concern.

À la différence de Bentiu, le comté d'Aweil North (ancien État du Bahr el Ghazal) est relativement stable et pourtant, il est profondément touché (bien que de manière indirecte) par les conflits nationaux et les violences locales qui compromettent la sécurité et le bien-être de différentes manières. Bien que le contexte à Aweil soit très différent de celui de Bentiu, les résidents ont partagé des histoires similaires sur la rupture des liens sociaux. **« La vie était bien meilleure avant la crise [...] les gens pouvaient cultiver librement et avaient de bons rendements. Ils avaient des vaches et pouvaient aider les membres de leur famille »**, explique à Concern une mère à Akuangkgap. Aujourd'hui, **« tout le monde lutte pour sa vie et peut ne pas être en mesure d'aider les autres. Nous avons tous beaucoup de personnes à charge [...] Certaines églises s'effondrent même parce qu'il n'y a pas d'argent versé »**. Un groupe d'agriculteurs de Hong Voi note qu'avant la crise : **« si vous étiez dans le besoin, vos proches pouvaient vous aider. Maintenant, vous ne luttez que pour vous-même. [...] À l'époque, la communauté avait l'habitude de s'asseoir et de se demander 'qui est très pauvre ?' et elle pouvait aider cette personne. Maintenant, notre vie actuelle est bien plus difficile qu'avant »**.

Cette atteinte aux mécanismes de solidarité sociale a plusieurs conséquences. Premièrement, cela perturbe les systèmes locaux en matière de soutien et, par là même, nuit à la résilience. Deuxièmement, cela risque de marginaliser davantage les membres déjà vulnérables de la communauté, tels que les personnes handicapées, les personnes âgées, les veuves et les orphelins. Les membres vulnérables de la communauté peuvent être mal intégrés dans les réseaux sociaux et par conséquent bénéficier d'un soutien encore moindre dans un contexte de crise. Troisièmement, cela peut être une source de tension supplémentaire. Certains répondants attribuent la détérioration des relations au sein des familles élargies aux mécanismes de solidarité érodés et signalent que cela peut mener à la violence au sein des familles. Comme le font remarquer les femmes d'un groupe de soutien de mère-à-mère à Bentiu : **« Si l'un de vos proches vous demande quelque chose et que vous ne le possédez pas, il peut se mettre en colère et envoyer des gens pour piller votre maison la nuit »**.

Bien que les contextes soient très différents, les témoignages des personnes issues de Bentiu et d'Aweil North illustrent l'impact complexe des conflits sur les systèmes sociaux. C'est pour cette raison qu'identifier les moyens par lesquels les personnes affectées peuvent renforcer la résilience et reconstruire les systèmes de soutien mutuel est une étape importante dans la responsabilisation des communautés. Le travail de Concern au Soudan du Sud comprend des interventions d'urgence en matière d'eau, assainissement et hygiène, abris, articles non alimentaires et interventions en matière de nutrition, des programmes de moyens d'existence et de sécurité alimentaire ainsi que des programmes à long terme de santé et de nutrition. Compte tenu du contexte difficile et de l'importance de renforcer les systèmes de soutien au niveau communautaire, Concern fournit un appui aux groupes de soutien mère-à-mère ainsi que la création de «Tentes pour Bébés», des espaces que les mères peuvent utiliser pour allaiter, se réunir, partager des pratiques positives en matière de santé et leur fournir un espace sûr pour qu'elles puissent partager leurs expériences et se soutenir mutuellement. Le travail de Concern au Soudan du Sud est soutenu par Irish Aid, OFDA, le Gouvernement Canadien (AMC), l'UNICEF, le PAM, la FAO et le Fonds humanitaire du Soudan du Sud (SSHF).

'ici, dans le camp de Protection des Civils, il n'y a désormais pas d'échange, pas d'entraide, car plus personne n'a assez'



Des femmes à Mogadiscio, en Somalie, brandissent leur carte de distribution «Kaarka Qeybinta» leur donnant le droit de recevoir un kit d'articles non alimentaires lors d'une distribution dirigée par Concern. Photographie: Mohamed Abdiwahab, Concern Worldwide.

2.2. Les impacts sexospécifiques de la guerre

Si les conflits peuvent être dévastateurs pour des ménages, des communautés et même des pays entiers, ils ont également des impacts différenciés sur des groupes différents, y compris des effets spécifiquement liés au genre vis-à-vis des femmes et des hommes, ainsi que des impacts croisés sur les plus vulnérables. L'inégalité est une dimension essentielle de la définition de Concern de l'extrême pauvreté et peut influencer sur la vulnérabilité des personnes face à la violence et leur capacité à s'adapter, à faire face et à se transformer dans ce contexte⁴³. Bien que se trouvant au même endroit, différentes personnes peuvent être vulnérables au conflit et à ses conséquences de manières différentes.

De manière générale, les conflits exacerbent les inégalités et les vulnérabilités existantes. Ceux qui étaient vulnérables avant ou à la suite de cycles de conflit antérieurs sont généralement plus vulnérables aux vagues de conflit ultérieures et ont généralement moins de stratégies d'adaptation⁴⁴.

Pour les femmes et les filles, la guerre ne se termine pas lorsque les combats cessent.

Les expériences des femmes partagées au cours de cette recherche soulignent le fait que les femmes et les filles sont confrontées à des défis particuliers en période de conflit. Dans des contextes de conflit plus larges, les niveaux de violence sexuelle et basée sur le genre peuvent augmenter⁴⁵. Cela inclut la violence perpétrée par des acteurs armés dans un conflit, ainsi que des formes moins visibles de violence et de discrimination,

telles que la violence conjugale⁴⁶. Pour les femmes et les filles, la guerre ne se termine pas lorsque les combats cessent. La vulnérabilité des femmes à la violence a des implications au-delà des seules femmes. Les recherches démontrent que le statut économique des femmes et leur pouvoir de décision sont directement liés aux indicateurs de santé familiale tels que la survie de l'enfant et le rapport poids/âge⁴⁷. Il y a aussi des implications potentielles à long terme au niveau intergénérationnel. Les conflits perturbent souvent la scolarisation des jeunes femmes et des filles et ont des effets à long terme sur la sécurité alimentaire, la nutrition et le bien-être des ménages⁴⁸.

Les récits des femmes et des hommes soulignent également que les rôles sexospécifiques sont très relationnels, les responsabilités des femmes étant en partie conditionnées par celles des hommes et vice-versa⁴⁹. Dans les conflits actifs, les hommes et les garçons sont souvent confrontés à des menaces accrues de violence physique et de recrutement forcé. Dans ce contexte, beaucoup d'hommes éprouvent des sentiments de honte et d'impuissance face à la violence généralisée et à leur incapacité perçue à remplir leur rôle de pourvoyeurs. Les différents rôles des femmes et des hommes et les vulnérabilités croisées font que chacun ait une expérience différente du conflit et ceux-ci génèrent des besoins différents auxquels il faut répondre (par exemple, Etude de cas Concern, encadré 4).

Relations de genre et inégalités intersectionnelles en République Centrafricaine

La République Centrafricaine (RCA) est l'un des pays les plus touchés par le conflit au monde. Il est classé au troisième rang des pays les plus fragiles au monde en 2017 et se classe au dernier rang selon l'indice de développement humain de 2016⁵⁰. On estime que 2,5 millions de personnes (soit plus de la moitié de la population du pays) ont besoin d'aide humanitaire en 2018, mais la réponse humanitaire internationale à cette crise négligée a été gravement sous-financée ces dernières années. Depuis la violente prise de pouvoir en 2013, la stabilité dans le pays s'est détériorée. À la suite de cinq années de conflit, plus de 1,1 million de personnes (soit plus d'un Centrafricain sur cinq) sont déplacées⁵¹. Le pays reste en proie à l'insécurité permanente et aux capacités limitées de l'État, et l'accès des acteurs humanitaires est toujours restreint⁵². Dans ce contexte, de nombreuses communautés vivent chaque jour dans l'insécurité.

Bien que de nombreuses personnes partagent les mêmes défis en matière de conflit et de déplacement, les dynamiques sexospécifiques et les vulnérabilités intersectionnelles de groupes tels que les personnes handicapées exigent une attention particulière. Les femmes et les filles sont en danger à chaque étape du cycle de déplacement. Au début du conflit et lors de la fuite initiale, les femmes et les filles sont souvent la cible de violences sexuelles et basées sur le genre, une vulnérabilité qui peut être aggravée par d'autres inégalités. À Kouango, une ville d'environ 8.000 habitants située sur le fleuve Oubangui, dans le sud de la RCA, les violents combats pour le contrôle de la ville ont fait que la région a connu une extrême violence à la suite du passage de différentes forces armées. Par exemple, lorsque les forces de la Séléka ont attaqué un village voisin, un grand nombre des personnes les plus vulnérables de la communauté ont été laissées pour compte car elles ne pouvaient pas fuir. Bernadette*, mère de deux enfants ayant un handicap préexistant affectant sa capacité à marcher, se souvient : « **Seules quelques personnes handicapées sont restées [...] les arrivants ont commis des abus et violé des filles. J'ai dû cacher ma fille sous le lit. J'ai tout perdu** ».

Au cours du déplacement, de nombreuses communautés signalent que les femmes ont été exposées à l'exploitation et aux abus sexuels de la part des populations hôtes, qui les ont forcées à établir des transactions sexuelles en échange de nourriture ou de travail temporaire. Les femmes de Kpangba (village près de Kouango) disent à Concern : « **De la nourriture était parfois échangée contre des rapports sexuels [...] Les femmes travaillaient temporairement pour trouver de la nourriture. Les personnes qui les ont embauchés ont cherché à avoir des rapports sexuels avec elles. Les populations d'accueil veulent avoir des relations sexuelles avec des femmes avant leur embauche** ». Les hommes des environs de Yangouasso racontent des expériences similaires : « **La communauté d'accueil prend souvent les filles pour avoir des rapports sexuels forcés avec elles. Nos enfants sont violés ... Les femmes prennent un travail temporaire pour survivre, car leurs maris n'ont pas d'argent. Les**

propriétaires des champs leur font travailler pour des miettes et cherchent à avoir des relations sexuelles avec elles ». Même lors du retour, les femmes sont confrontées à des défis liés aux rôles sociaux et à leur statut de mères, de veuves, de propriétaires ou de survivantes de la violence.

Il est important de rappeler que l'expérience des hommes et des garçons en matière de conflit et de déplacement est également profondément liée au genre. La crise limite sévèrement leurs déplacements et, par conséquent, leur capacité à travailler et à prendre soin de leur famille. Alors que les femmes risquent souvent d'être exposées à la violence sexuelle lorsqu'elles se déplacent en dehors de leur village, les hommes risquent d'être tués. En conséquence, de nombreux hommes signalent des sentiments profonds de honte et d'impuissance face à leur propre incapacité à subvenir aux besoins de leurs familles et à les protéger.

Des exemples de la manière dont ces différents impacts sexospécifiques sont liés sont évidents au sein des familles. Face au manque de nourriture pour leurs enfants, deux des épouses d'Albert font périodiquement le trajet aller-retour de 80 km à pied dans leurs champs à travers un territoire dangereux, pour cultiver le manioc. La responsabilité du travail agricole, de l'approvisionnement et de la préparation des aliments incombe généralement aux femmes et aux filles de la famille, ce qui les expose à de grands risques lorsqu'elles se déplacent pour s'en

procurer. En même temps, ce risque est aggravé par le fait qu'Albert est incapable de trouver du travail à Kouango, en grande partie en raison de son récent handicap, ce qui rend sa famille encore plus dépendante de leurs récoltes. En tant que père et mari, il perçoit cela comme une faiblesse profonde et est profondément affecté par ce sentiment d'échec : **« Avant j'avais mes deux mains, maintenant je suis handicapé. Je suis totalement dépendant. Quel espoir puis-je avoir pour l'avenir ? »**

Les activités de Concern à Kouango incluent des foires aux semences et des activités dites d'argent contre travail (*Cash-for-Work*) pour les personnes ayant perdu leurs moyens d'existence à cause des conflits et des déplacements, et un soutien aux activités de pêche à travers la distribution de kits de pêche et des formations sur la transformation et le stockage. Concern travaille également dans la lutte contre la malnutrition à travers des activités visant à améliorer la diversité alimentaire, telles que la distribution de semences et la formation dans les jardins potagers. Concern travaille aussi dans l'amélioration de l'accès à des sources d'eau améliorées pour les communautés, les écoles et les centres de santé par la promotion de l'hygiène, la réhabilitation des points d'eau existants et la construction de nouveaux puits, forages et points de captage d'eau. Le travail de Concern est soutenu par Irish Aid et OFDA.

** Les noms ont été modifiés pour des raisons de sécurité*



Une femme boit de l'eau dans l'une des quatre nouvelles sources d'eau réhabilitées par Concern Worldwide autour de Dawili, située entre les villes de Bokoum et Bossembélé, dans la préfecture d'Ombella-M'Poko, au sud de la République centrafricaine. Photographie: Crystal Wells, Concern Worldwide.

2.3. Les longues séquelles du conflit

Les sections précédentes reflètent les graves défis auxquels sont confrontés les individus, les ménages et les communautés en pleine crise. Mais les séquelles du conflit durent beaucoup plus longtemps que la violence seule, affectant le développement ultérieur, la probabilité du retour et le succès de la réintégration et de la réconciliation longtemps après le rétablissement de la stabilité.

Au-delà des coûts immédiats et tragiques qui accompagnent les conflits en matière de vies humaines, les guerres coupent court aux acquis en matière de développement et souvent portent atteinte à long terme (parfois de manière permanente) aux institutions sociales, politiques et économiques⁵³. L'exposition précoce aux conflits peut avoir des conséquences irréversibles à long terme sur la santé et le bien-être, notamment l'état nutritionnel, la taille et le rendement scolaire des enfants⁵⁴, alors que les conflits peuvent être profondément traumatisants et nécessiter un soutien à long terme.

Le déplacement est une caractéristique déterminante des conflits contemporains et persiste souvent longtemps après la fin officielle des conflits, condamnant les populations à des années (parfois des décennies) d'incertitude et de risque. Plus de quatre crises de réfugiés sur cinq persistent pendant 10 ans ou plus et deux sur cinq durent 20 ans ou plus. Bien que les données soient limitées et difficilement mesurables, certains rapports indiquent que les crises de déplacement interne liées au conflit peuvent durer en moyenne 23 ans⁵⁵. Les récits et les expériences des personnes touchées par les conflits et les déplacements révèlent que même pour les populations qui retournent dans leurs pays d'origine, la tâche de reconstruire leurs vies et moyens d'existence et de se réinsérer dans les communautés peut sembler parfois impossible (par exemple, Etude de cas Concern, *encadré 5*).

Il est essentiel de souligner qu'au milieu des incertitudes et des changements rapides qui accompagnent souvent la fin des conflits, il existe souvent une occasion unique de consolider les acquis en matière de paix et de développement. Ne pas tirer parti de cette opportunité pour renforcer les acquis en matière de paix et aider les communautés à reconstruire leur vie augmente le risque que les communautés touchées par le conflit, qui luttent pour se relever, se retrouvent piégées dans un cycle de conflit et de souffrance.



Iman a perdu 19 membres de sa famille, dont son mari, tous ses enfants sauf une fille et tous ses petits-enfants sauf un petit-fils lors d'un attentat à la bombe contre leur maison en Syrie. Elle vit dans un garage au Liban qui a été protégé et plombé par Concern Worldwide. Photographie: Kieran McConville, Concern Worldwide.

Le défi du relèvement post-conflit et de la réconciliation

Les recherches de Concern au Soudan du Sud et en République Centrafricaine ont confirmé que d'innombrables personnes, ménages et communautés continuent à ressentir les effets de la violence longtemps après la fin des hostilités.

Alors que la crise actuelle au Soudan du Sud est au centre de l'attention internationale, le pays connaît malheureusement une longue et tragique histoire de conflit et de crise. Les personnes interrogées ont souligné l'impact de la guerre avec la République du Soudan sur les moyens d'existence, y compris la dévastation pour les familles et la perte de bétail. Dans de nombreuses communautés du Soudan du Sud, le bétail est un atout essentiel pour la subsistance, ainsi qu'un indicateur important du statut social et une base d'échange et de réciprocité dans la culture locale. Le conflit a également eu de profondes répercussions sur la sécurité humaine. Comme le rappelle l'un des membres d'un comité de santé local à Nyamlell : « **Le conflit [avec le Nord] nous a causé beaucoup de souffrances : nos enfants sont morts, notre bétail nous a été ôté. Je rêve toujours de revoir ma famille mais celle-ci ne reviendra jamais. La souffrance règne à cet endroit [...] Qu'est-ce qui va me faire sourire à nouveau, [depuis] que mes enfants m'ont été enlevés [dans ce conflit] ?** ». Les témoignages de communautés dont la vie a été détruite lors de la dernière guerre civile rappellent de manière frappante la nature cyclique de nombreux conflits et l'importance de comprendre le contexte historique, politique et social d'une crise.

En République Centrafricaine, pour beaucoup, les séquelles du conflit récent subsistent même suite au retour des communautés après leur déplacement. Bossembélé est une ville d'environ 21.000 habitants située à 150 kilomètres au nord-ouest de Bangui, sur une importante route de transit vers le Cameroun. En partie à cause de sa position stratégique, la région a été le théâtre de violents affrontements au plus fort de la crise en RCA. Bien que la sécurité et le calme aient été largement rétablis dans la zone, désormais sous contrôle gouvernemental, les effets de la crise sont encore prononcés. Alors que les ménages à prédominance chrétienne ont commencé à revenir lentement à leur domicile en 2014, de nombreux habitants de la ville affirment que leurs amis et leurs voisins restent loin, et craignent de revenir. Comme une femme le dit à Concern, « **seuls les courageux sont revenus** ». De nombreuses personnes sur le retour indiquent avoir retrouvé leurs maisons brûlées et pillées, et tous leurs biens détruits. Antoine* est un agriculteur de 47 ans qui a été déplacé avec les 15 membres de sa famille pendant plusieurs mois dans la brousse. Trois ans après son retour, il parle de sa situation : « **Nous sommes comme des réfugiés : nous devons tout reconstruire à partir de zéro** ».

Les communautés dont les avoirs ont été détruits ont commencé à entreprendre l'énorme tâche de reconstruire leur vie, mais ce faisant, elles ont souvent été confrontées à un avenir économique précaire, les forçant à travailler dans des domaines différents et potentiellement économiquement insoutenables. Un chef de Yamien a décrit comment la communauté ne s'était jamais engagée

dans la fabrication de charbon de bois avant la crise, mais avait été obligée de le faire après le retour en raison du manque de moyens d'existence alternatifs. La destruction des moyens d'existence a également perturbé les systèmes d'entraide au sein de la communauté. Les associations locales, les organisations d'entraide et les initiatives communautaires ont toutes souffert du déplacement des membres, de leur incapacité à contribuer après leur retour et de l'érosion plus profonde de l'action collective et des systèmes de solidarité dans les communautés traumatisées : « **Il était plus difficile de nous entraider [à notre retour], parce que nous étions tous des victimes. Nous avions tous fui** ».

L'expérience des conflits et des déplacements a également rendu certains membres de la communauté moins enclins à prendre des risques et a donc raccourci leur horizon de planification. Les femmes de Bossembélé déclarent être réticentes à réinvestir dans leurs maisons et leurs biens par crainte de tout perdre lors de violences futures. Certains ont déclaré craindre que la possession d'objets tels que des meubles n'en fasse une cible des groupes armés, ce qui accroît leur vulnérabilité. Concern a également recueilli des témoignages selon lesquels des ménages dans la région planteraient de plus petites parcelles de terre qu'avant la crise à cause de la peur et de l'incertitude. Les ménages évaluent le risque de planter de plus grandes parcelles et de perdre leur investissement, ou plutôt de planter des parcelles plus petites leur permettant de manger les graines restantes, mais les laissant sans nourriture suffisante pour l'année. Ces

pratiques peuvent constituer des efforts stratégiques pour gérer les risques, mais ont également de graves conséquences pour la sécurité alimentaire. Sur le plan personnel, une jeune femme a décrit comment, au retour, les femmes avaient « **perdu la paix dans les cœurs** », exprimant ainsi le malaise et l'anxiété dans lesquels elles vivent après leur expérience traumatisante.

Les récits partagés témoignent des nombreuses façons dont les ménages et les communautés luttent pour reconstruire leur vie après le déplacement. Pour ceux qui font face à un avenir incertain à leur retour, il est nécessaire de rétablir la stabilité et de créer des conditions fiables d'investissement dans l'avenir des ménages pour assurer la paix et le développement. Les réponses implémentées doivent également aller au-delà des seules conditions économiques propices au retour et à la réintégration pour soutenir la reconstruction des relations communautaires, renforcer les institutions inclusives de gestion des conflits et aborder les séquelles de la violence passée. Concern répond à des besoins à Bossembélé par le biais d'un programme multisectoriel intégrant des composantes de sécurité alimentaire, de moyens d'existence, d'eau et d'assainissement, de santé et de nutrition. Concern met également en œuvre un programme intégré visant à aider les institutions communautaires à réduire l'impact des catastrophes naturelles, à lutter contre la violence basée sur le genre et à améliorer la gestion communautaire des conflits.

** Les noms ont été modifiés pour des raisons de sécurité*



Les membres du Comité de gestion de l'eau du point d'eau construit par Concern à Boyali à Yaloke-Bossembélé, en République centrafricaine, qui est maintenant géré par la communauté locale. La source d'eau existante a été protégée des inondations et le point d'accès a été surélevé pour un meilleur accès. Photographe: Kieran McConville, Concern Worldwide.

3.

Briser le cycle : Autonomiser les communautés pour construire la paix

Les récits partagés par les individus tout au long de ce rapport démontrent le besoin urgent de réagir aux conflits, de s'attaquer à leurs impacts et de travailler avec les communautés pour les résoudre et les prévenir. Souvent, cette tâche peut sembler monumentale. Cependant, le soutien aux initiatives locales de consolidation de la paix (lorsque celles-ci s'appuient sur des preuves et de bonnes pratiques) peut avoir un impact profond sur les chances des communautés d'avoir un avenir plus pacifique. La consolidation de la paix est essentielle pour réduire la violence qui sape les progrès du développement et prévenir les conflits récurrents à l'avenir. La consolidation de la paix s'avère également rentable : bien qu'il soit difficile d'obtenir des données fiables, selon certaines estimations, les investissements dans la consolidation de la paix offrent un rendement multiplié par 16. En d'autres termes, pour chaque dollar investi dans la consolidation de la paix, le coût des conflits est réduit de 16 dollars à long terme⁵⁶.

Bien que les moteurs et les conséquences des conflits soient extrêmement complexes et multiformes, des actions concertées menées au niveau local dans trois domaines clés peuvent aider les communautés à instaurer une paix durable, avec l'appui des gouvernements et des bailleurs internationaux. Il s'agit de :

- » L'intégration des programmes de paix pour aborder la consolidation de la paix tout en traitant les facteurs et les conséquences complexes des conflits,
- » Le soutien au développement de liens et à la transformation des normes sociales dans les communautés touchées par le conflit,
- » Le renforcement des systèmes pour une gestion des conflits plus efficace, durable et inclusive.

3.1. Intégrer les programmes de paix pour aborder des crises multiformes

Il est important de rappeler que le conflit ne se produit pas dans le vide. Nombreuses sont les forces qui déterminent la décision des personnes de participer au conflit et par lesquelles les impacts du conflit se transmettent au-delà de la seule violence physique. Pour ces raisons, il est important que les activités de consolidation de la paix soient entreprises parallèlement à d'autres activités qui s'attaquent aux facteurs sous-jacents du conflit et soutiennent les personnes vivant avec ses conséquences de différentes manières. Il est donc essentiel de soutenir les moyens d'existence, renforcer la résilience aux catastrophes naturelles et à d'autres chocs environnementaux et donner aux communautés les moyens de transformer les normes sociales qui exposent les populations aux conséquences sexospécifiques des conflits.

Il est de plus en plus évident que les approches intégrées en matière de consolidation de la paix sont non seulement plus efficaces pour faire face à la nature multidimensionnelle des facteurs du conflit, mais elles sont aussi souvent plus en phase avec les idées des communautés sur ce qui constitue la «paix». Alors que les processus de consolidation de la paix basés sur une méthode dite descendante (du sommet vers la base) ont tendance à mettre l'accent sur la nécessité de mettre fin aux hostilités formelles, les communautés locales ont tendance à associer la paix à beaucoup plus de facteurs que la seule absence de violence. Au lieu de cela, ils associent la paix à une gamme beaucoup plus large de besoins, notamment en matière de services de base, d'emploi, de participation politique et de liberté culturelle⁵⁷. La définition de «paix» dépend également du genre,

reflétant le fait que les hommes et les femmes vivent la guerre et la paix différemment⁵⁸, ce qui implique une réponse intégrée à ces différents besoins. Pour ces raisons, l'adoption d'approches intégrées de la consolidation de la paix est souvent l'approche la plus efficace, la plus légitime localement et la plus inclusive pour aider les communautés à passer du conflit à la paix. C'est également l'un des seuls moyens d'aider à garantir que les avantages de la paix (y compris le fait de vivre à l'abri de toute violence et de la peur de la violence) bénéficient de la même manière aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons.

En Centrafrique, Concern met au point une approche novatrice visant à mettre en place un programme multisectoriel intégré abordant les impacts multidimensionnels des conflits. Le programme fournit un soutien à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence (sous forme d'une aide matérielle), à la résilience communautaire et aux services de santé, de nutrition et d'eau, assainissement et hygiène (WASH). Parallèlement, les activités du programme sont conçues pour soutenir la capacité de gestion des conflits au niveau local, renforcer la résilience aux catastrophes naturelles et réduire les violences basées sur le genre. Les problèmes abordés par ces comités ne sont ni simples ni directs, mais ils ne peuvent être ignorés. L'impact dévastateur du conflit, les dimensions sexospécifiques de la violence et le risque accru de catastrophes naturelles freinent le développement et sapent les progrès en vue d'un avenir plus stable et prospère en République Centrafricaine.

3.2. Construire les relations et transformer les normes sociales en temps de guerre et de paix

Le développement de relations est un élément essentiel d'une consolidation de la paix efficace. Comme le montrent les témoignages tout au long de ce rapport, les conflits peuvent transformer fondamentalement (et souvent détruire) la confiance et la cohésion des communautés dans des sociétés diverses. Dans des cas extrêmes, les conflits sapent également le capital social, les systèmes de soutien communautaire et la réciprocité mutuelle au sein des communautés, la pression des crises poussant les ménages jusqu'au point de rupture.

Dans de tels contextes, il est essentiel de reconstruire la confiance et d'échanger de manière positive au sein des communautés divisées. Les jeunes peuvent souvent être les champions de ce changement. Environ la moitié des jeunes de la planète vivent dans des États fragiles et touchés par un conflit⁵⁹. Dans de nombreux contextes fragiles, les jeunes constituent une part importante de la population⁶⁰ et pourtant, ils se retrouvent souvent marginalisés sur le plan économique, leurs possibilités sont limitées et ils sont exclus de la prise de décision dans leurs communautés.

Les conflits peuvent avoir des effets particulièrement dévastateurs sur les jeunes. Globalement, les jeunes sont représentés de manière disproportionnée parmi les victimes directes et indirectes de la violence, et bien qu'il soit difficile de se procurer des chiffres exacts, les estimations suggèrent que les jeunes hommes sont particulièrement susceptibles d'être des victimes directes de la violence armée⁶¹. Dans le même temps, les jeunes sont souvent vus comme des délinquants et auteurs de violences. Les jeunes hommes sont particulièrement susceptibles d'être recrutés dans des groupes armés⁶², et les recherches sur l'explosion démographique de la jeunesse suggèrent que le nombre élevé de jeunes dans une population crée un risque accru d'insécurité⁶³. En conséquence, de nombreuses politiques mettent davantage l'accent sur les risques que les jeunes représentent pour la stabilité plutôt que leur contribution à celle-ci⁶⁴.

Cependant, comme pour le genre et les autres catégories sociales, il est important de garder à l'esprit que la catégorie «jeunesse» est extrêmement hétérogène. En fin de compte, les jeunes ne sont pas simplement des victimes ou des auteurs de violences : ils sont des agents actifs qui peuvent contribuer de manière positive à la reconstruction de leur vie, de leur communauté et de leur pays en temps de conflit. Les jeunes peuvent jouer un rôle vital en défendant la paix, en reconstruisant les relations par-delà les clivages et jouant un rôle de premier plan dans la transformation non violente au sein de leur communauté. Concern travaille en Haïti pour responsabiliser les jeunes et les aider à acquérir les compétences nécessaires pour s'organiser de manière non violente, régler pacifiquement les différends et devenir des leaders du changement dans leurs communautés (par exemple, Etude de cas Concern, encadré 6).

Les jeunes peuvent jouer un rôle vital en défendant la paix, en reconstruisant les relations par-delà les clivages et jouant un rôle de premier plan dans la transformation non violente au sein de leur communauté.

des jeunes leaders champions de la paix et du changement en Haïti

Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental. En 2016, il était classé 163ème sur 188 dans l'Indice de Développement Humain et est considéré comme le 12ème pays le plus fragile du monde en 2018⁶⁵. Bien qu'il ne soit pas le théâtre de conflits à grande échelle, la violence organisée et la criminalité au niveau des centres urbains d'Haïti ont des conséquences dévastatrices sur les communautés. Avec 10,2 meurtres pour 100.000 habitants, le taux d'homicide en Haïti est plus du double de la moyenne mondiale⁶⁶. L'impact de cette violence est associé à une vulnérabilité environnementale extrême et à l'exposition à des catastrophes naturelles successives, telles que l'ouragan Matthew de 2016. Ensemble, ces défis ont empêché la population haïtienne de bâtir l'avenir prospère et stable auquel elle aspire. Bien que les acteurs internationaux puissent jouer un rôle important en soutenant la transformation d'Haïti, celle-ci doit en fin de compte être dirigée par les communautés locales elles-mêmes.

Martissant et Cité Soleil, respectivement une sous-commune et commune de la capitale haïtienne (Port-au-Prince) partagent une longue histoire de violence entre groupes armés. Les guerres entre groupes rivaux empêchent la liberté de circulation, le développement économique et la fourniture de services de base dans ces communautés déjà vulnérables. Laika* est une jeune femme de 21 ans de Martissant. Son père était un chef de gang qui a été tué en 2017. Elle raconte à Concern l'impact de l'insécurité sur sa communauté : « **Il n'y a pas d'emplois créés et il n'y a pas d'activité sociale dans la zone. Les jeunes sont livrés à eux-mêmes, d'où leur tendance à se tourner vers les groupes armés pour répondre à leurs besoins** ». Alors que ces conditions poussent beaucoup de jeunes à partir à la recherche d'un travail, certains choisissent de rester et essayent de changer les choses.

En 2017, Laika a travaillé avec Concern pour dispenser une formation à un groupe de jeunes acteurs du changement (Youth Actors for Change - YAC). Des sessions de formation avec des jeunes ont été organisées pendant six mois sur toute une série de thèmes et ont permis de former les futurs jeunes dirigeants aux stratégies de dialogue pacifique et de règlement non-violent des différends. Ils ont également offert aux jeunes l'occasion de discuter ouvertement de sujets tels que le sexe et les attitudes de genre, des sujets qui étaient auparavant tabous. Laika dit qu'elle a toujours voulu travailler pour le changement dans sa communauté et que les sessions de formation lui ont finalement donné cette chance. Ils ont également soutenu sa propre transformation personnelle : « **Travailler avec ces jeunes a été ma contribution à ce changement tant souhaité. Cela m'a également aidé socialement, puisque je suis perçue différemment par les jeunes du quartier et non plus simplement comme la fille d'un chef de gang** ».

Darrel*, 24 ans, est l'un des 190 jeunes de Cité Soleil qui ont bénéficié du programme YAC. Avant de prendre part à la formation, Darrel a déclaré à Concern qu'il avait accepté de petits travaux, mais qu'il avait du mal à survivre avec les maigres opportunités disponibles. « **Incapable de subvenir à mes propres besoins, je me suis tourné vers les responsables du secteur, à qui j'ai rendu différents types de services moyennant des frais** ». Darrel était l'un

des milliers de jeunes de Cité Soleil qui menaient une vie d'illégalité et de précarité, contrastant totalement avec ses rêves et ses aspirations. À présent, Darrel considère les compétences acquises au cours de la formation comme une nouvelle opportunité « **de changer de vie et même de changer la perception que les autres ont de moi. Je dois avouer qu'avant, j'étais une personne très agressive qui a pris part à des conflits dans mon quartier sans même être invité. Maintenant, je me découvre sous un nouveau jour : je ne suis pas qu'un combattant. Je peux faire mieux et aider les autres à faire mieux aussi** ».

La manière dont les jeunes sont perçus (par leurs communautés, leurs pairs d'autres quartiers et la population de Port-au-Prince en général) est extrêmement importante pour eux. De nombreux jeunes sont hantés par des sentiments de honte et de stigmatisation et estiment que le fait de venir d'une communauté marginalisée fait en sorte que les autres les voient comme des fauteurs de troubles et des bagarreurs. À la suite des formations, les jeunes du programme YAC ont participé à une campagne de sensibilisation de deux jours dans leurs quartiers abordant des thèmes tels que l'égalité des sexes. Pour Darrel, le moment le plus remarquable n'a pas été uniquement celui où les gens ont compris les messages qu'il partageait, mais aussi lorsque ses interlocuteurs ont été étonnés par son changement personnel et l'ont encouragé à rester sur cette voie.

« **Cette division interdistricts dure depuis trop longtemps** », déclare Pricien*, président d'un autre comité YAC, dans le quartier de Cité Gérard. « **Après la formation, nous étions tous convaincus que c'était à nous, jeunes de Cité Soleil, de faire quelque chose sans perdre tout ce que nous**

avons appris. Nous sommes l'avenir [de Cité Soleil] et c'est à nous de faire la paix là-bas

». Dans des communautés aussi divisées que Cité Soleil, même les formes les plus simples de dialogue entre groupes rivaux peuvent sembler impossibles tant que les opportunités et les soutiens adéquats ne sont pas en place. « **Ces formations ont permis de tisser des liens inimaginables entre jeunes** », explique Pricien à Concern. Les jeunes des différents quartiers ont maintenant mis en place des comités de jeunes acteurs du changement afin de proposer conjointement des solutions pacifiques aux différends qui surviennent et d'explorer des activités qui attirent les investissements et les opportunités pour les jeunes de leurs communautés.

La tâche est colossale, mais les YAC ne sont qu'au début de leur périple et ne sont pas découragés. En dépit de tous les défis, Pierre*, représentant des comités conjoints du YAC, déclare à Concern : « **Nous ne perdons pas espoir. Nous, acteurs de la jeunesse, connaissons bien notre rôle, nous sommes tous conscients que le changement ne viendra que de nous et nous avons décidé de travailler pour instaurer et maintenir un climat de paix dans notre communauté. Nous ne quitterons pas le pays [...] Notre objectif est de changer les choses** ».

Concern travaille en Haïti depuis 1994. Son programme de consolidation de la paix fait partie d'un programme quinquennal intégré de résilience des communautés urbaines et d'atténuation des conflits à Port-au-Prince. Son travail est soutenu par Irish Aid et s'appuie sur les anciens programmes de consolidation de la paix dans les zones urbaines.

** Les noms ont été modifiés pour des raisons de sécurité*



Ernancy Bienaimée, est un leader de la communauté avec Concern Worldwide. Elle est née et a grandi à Cité Soleil en Haïti. Son espoir est de voir Cité Soleil changer pour ne pas être considéré comme le plus grand bidonville d'Haïti. «Si une personne peut changer le monde, moi, je peux changer Cité Soleil.» Photographe: Kristin Myers, Concern Worldwide.

Les conflits ont également un impact dévastateur sur les relations sociales au sein des communautés. Les récits que les femmes et les hommes ont partagés tout au long de ce rapport démontrent clairement les impacts des conflits profondément liés au genre. Ceux-ci incluent l'effroyable prévalence de la violence sexuelle et basée sur le genre dans les contextes de conflit actif, ainsi que le renforcement néfaste des rôles de genre au sein des communautés et des ménages. Dans ces contextes, des rôles de genre rigides peuvent favoriser une violence moins visible et une discrimination à l'égard des femmes et des filles. Cependant, les témoignages montrent également le travail entrepris par les femmes en faveur de la paix dans leurs communautés, ainsi que leurs espoirs et ambitions pour un avenir plus prospère et stable.

L'autonomisation des femmes est une étape urgente et importante pour remédier à ces inégalités et commencer à modifier les schémas nuisibles, mais il ne faut pas demander aux femmes de supporter seules le fardeau du changement social. En tant qu'alliés, les hommes doivent être impliqués dans la lutte contre la violence basée sur le genre, contre les rôles de genre préjudiciables et dans le travail visant à transformer véritablement les relations entre les hommes et les femmes. Il est également important de reconnaître les vulnérabilités sexospécifiques auxquelles les hommes et les garçons sont confrontés dans les conflits et de montrer en quoi les opinions répandues sur les responsabilités des hommes, leur masculinité et leur statut dans la société peuvent être nuisibles⁶⁷.

Le présent rapport a mis en exergue le fait que les hommes risquent d'être victimes d'assassinats, de recrutements forcés et de violences sexuelles de la part de groupes armés, ainsi que la manière dont ils luttent contre le fardeau qu'ils assument en termes de rôles et de responsabilités perçus dans les ménages et les communautés. Les approches sensibles au genre doivent prêter une plus grande attention aux rôles que les hommes jouent, aux croyances qu'ils ont et aux comportements qu'ils adoptent ou qu'ils préconisent. S'attaquer à cela nécessite une approche qui engage les hommes et autonomise les femmes simultanément. Au Liban, l'équipe de Concern travaille avec des familles entières pour s'attaquer aux normes de genre, réduire la violence et soutenir un changement en profondeur du ménage au niveau communautaire (par exemple, Etude de cas Concern, *encadré 7*).

L'autonomisation des femmes est une étape urgente et importante pour remédier à ces inégalités et commencer à modifier les schémas nuisibles



Ahmad Alalewi (responsable de la coordination des activités de sensibilisation) organise la distribution de nouveaux ensembles de tentes (y compris du bois et des bâches en plastique) aux familles dont les maisons ont récemment été incendiées. Les tentes vont être construites sur ce terrain, au Liban. Photographie: Mary Turner, Panos Pictures pour Concern Worldwide.

surmonter un traumatisme, changer les attitudes et transformer les vies au Liban

Le conflit syrien a entraîné une véritable crise régionale : en avril 2018, il y avait près de 5,6 millions de réfugiés enregistrés dans la région⁶⁸. Le Liban compte le plus grand nombre de réfugiés par habitant au monde, dont 58% vivent dans une pauvreté extrême⁶⁹. Pour les personnes qui ont fui la violence dévastatrice en quête de sécurité, reconstruire leur vie va au-delà des conditions économiques et physiques propices à la survie. Même pour les réfugiés qui sont déplacés depuis de nombreuses années, il reste un long chemin à parcourir pour se remettre du traumatisme, s'adapter à une nouvelle vie et reconstruire les liens sociaux.

L'exposition aux conflits, associée à l'adaptation à une nouvelle vie dans des conditions souvent précaires, peut transformer les normes sociales et renforcer les rôles de genre et les masculinités rigides. Pour beaucoup d'hommes, leur identité est étroitement liée à leur rôle de pourvoyeurs et de soutien de la famille. Lorsque cela leur est enlevé par la guerre et les déplacements, ils peuvent s'accrocher à des versions plus enracinées de la masculinité pour les aider à conserver un sens des objectifs. Ce type de changement dans les relations entre les sexes est l'un des moyens indirects, souvent cachés, dont se transmettent les effets destructeurs du conflit sur les communautés et les familles. Dans ces conditions, le soutien au bien-être psychologique, à la résilience personnelle et aux relations sociales positives au sein de la famille et de la communauté (ensemble, appelés «soutien psychosocial») est une étape essentielle du soutien au relèvement individuel, familial et communautaire.

Rashid*, père de six enfants, vit au nord du Liban, dans une ville rurale proche de la frontière syrienne, qui abrite de nombreux réfugiés syriens aux côtés de la communauté libanaise locale. « **J'étais enseignant en Syrie, j'avais un travail respectable et pouvais subvenir aux besoins de ma famille** », a déclaré Rashid à Concern. « **Venir au Liban était comme perdre mon identité et ma confiance en moi. Je ne savais pas comment devenir père sans être le gagne-pain de la famille, ni comment orienter mes enfants dans la bonne direction dans un endroit si différent.** » Rashid a participé au programme de soutien psychosocial de Concern visant à impliquer les hommes et les garçons. Le programme s'articule autour de séances de groupe hebdomadaires distinctes pour les hommes, les femmes et les enfants. Les participants viennent généralement de la même famille pour renforcer l'éducation et l'autonomisation de toute la famille. Les sessions pour adultes abordent des sujets tels que la communication non-violente, la gestion du stress, les rôles de genre et la violence basée sur le genre. Réfléchissant

sur ce qu'il a appris lors des séances, Rashid déclare : « **J'ai appris à gérer mon stress, mais aussi que je ne suis pas moins un homme si je ne peux pas subvenir financièrement [aux besoins de ma famille], et je suis toujours en mesure de leur fournir de l'amour et de la confiance.** »

Ali*, âgé de 42 ans et père de six enfants, a également participé au programme. « **Pour ma part, j'ai réalisé que le stress était la cause fondamentale de tous mes problèmes. C'était comme si quelqu'un avait allumé la lumière et je pouvais voir que ma détresse constante vis-à-vis de notre situation et le manque d'argent avaient un impact très négatif sur moi et ma famille. Je voyais tout en noir, je pensais que la seule façon d'être un bon père était de sortir de la maison, de travailler, de gagner de l'argent et de nourrir ma famille.** ». Les séances ont aidé Ali à se rendre compte qu'il avait une idée très stricte de ce que signifiait être père et mari. Depuis, il a réévalué son rôle à la maison et dans la vie de ses enfants : « **J'ai six enfants [...] Plus que de subvenir à leurs besoins, il est de ma responsabilité de leur apprendre à distinguer le bien du mal, les bonnes valeurs et la bonté envers les autres. Nous avons perdu notre pays et nos maisons, mais ce n'est pas une excuse pour perdre nos enfants.** »

Hamze*, 14 ans, a quitté la Syrie alors qu'il n'avait que 10 ans, mais il garde un souvenir très net de sa vie avant la guerre : « **Avant de venir au Liban, je me souviens de ma maison, de ma famille et de la façon dont nous jouions librement avec mes amis et voisins. Nous nous sentions en sécurité avant le début de la guerre, puis tout a changé lorsque nous avons déménagé** ». Il dit à Concern qu'il est conscient que ses parents se débattent dans leur nouvel environnement sans revenus stables,

séparés de leur famille élargie. Hamze va à l'école mais, en raison de son manque de compétences en français, il a été inscrit en classe de sixième. De nombreux enfants réfugiés syriens ont du mal à surmonter ce problème, car on ne leur enseigne pas le français à l'école en Syrie, et ont donc du mal à suivre le rythme scolaire. Ces obstacles sont une source supplémentaire de stress et d'inquiétude pour les jeunes loin de chez eux.

Hamze a participé aux sessions de Concern pour les jeunes destinées à accroître la confiance en soi des enfants, à améliorer leur socialisation avec d'autres enfants, à établir une relation plus positive avec les membres de la famille et à contribuer à leur développement et à leur apprentissage. Après avoir participé à ces séances qui ont changé sa vision sur le genre et la famille, Hamze explique qu'en tant que jeune homme ayant des sœurs, sa communauté lui avait toujours appris à les protéger du mal, et qu'elles étaient délicates et devaient rester à la maison. Il a ajouté qu'il se sentait toujours responsable de leur protection, mais que les femmes sont « **aussi fortes que les hommes et elles ont les mêmes droits que moi** ».

Concern a mis en œuvre depuis 2014 un programme visant à engager les hommes ainsi qu'un soutien psychosocial. Concern renforce ce programme avec un appui en matière d'éducation, moyens d'existence, abris et WASH, fournissant un soutien pratique et émotionnel aux hommes, femmes et enfants déplacés. Le programme a jusqu'ici atteint les réfugiés syriens et palestiniens, ainsi que les adultes et les enfants libanais vulnérables. Les activités de protection de Concern au Liban sont financées par Irish Aid, ECHO, la Fondation Big Heart et les gouvernements néerlandais et allemand.

** Les noms ont été modifiés pour des raisons de sécurité*



Une petite fille dort dans un centre pour réfugiés géré par Concern au Liban. Photographie: Kieran McConville, Concern Worldwide.



Équipe Concern au centre de santé de Koutoufou,
Goz Beida, Tchad. Photographe: Oli Cohen

3.3. La relance de systèmes pour une gestion durable des conflits

Bien que soutenir la construction de relations et la transformation des normes sociales au niveau individuel et au niveau des ménages soit un travail essentiel, ce seul soutien ne saurait garantir une paix durable à long terme. À cette fin, une action concertée est également nécessaire au niveau des systèmes, structures et institutions communautaires pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits. L'amélioration des relations sociales ne peut à elle seule résoudre les causes systématiques des conflits : il est nécessaire de soutenir des systèmes qui abordent de manière équitable, inclusive et durable les causes sous-jacentes des conflits au sein des communautés afin de garantir un changement durable.

Lorsque les moyens d'existence et la source de nourriture d'une famille sont déjà vulnérables aux chocs, même de légers changements dans l'environnement peuvent avoir un impact dévastateur. Combiné aux effets du conflit, le résultat peut être désastreux.

L'accès aux ressources naturelles et le contrôle de celles-ci constituent un domaine dans lequel le besoin de solutions systématiques est particulièrement évident. Les récits partagés tout au long de ce rapport soulignent à quel point de nombreuses communautés pauvres dépendent fortement de l'environnement naturel. Lorsque les moyens d'existence et la source de nourriture d'une famille sont déjà vulnérables aux chocs, même de légers changements dans l'environnement peuvent avoir un impact dévastateur. Combiné aux effets du conflit, le résultat peut être désastreux.

Bien que le changement climatique puisse exacerber les conflits, de nombreux indices suggèrent qu'il est peu probable que ce soit par le biais d'une relation de cause à effet directe⁷⁰. En revanche, les effets du changement climatique sont généralement liés aux capacités locales d'adaptation et de prévision des effets du changement climatique et de réduction de ses impacts⁷¹. Ceci est important pour deux raisons : premièrement, cela signifie que les communautés vulnérables dont la capacité à faire face a déjà été érodée par la pauvreté, les conflits et d'autres chocs, sont particulièrement désavantagées lorsqu'il s'agit d'absorber les impacts du changement climatique et des catastrophes écologiques⁷². Deuxièmement, cela signifie qu'il est possible de faire quelque chose à ce sujet : là où les impacts du changement climatique dépendent des capacités des communautés locales, ces dernières peuvent être soutenues dans leurs efforts d'adaptation, d'anticipation et de réduction des impacts du changement climatique et des catastrophes naturelles.

Le changement climatique et les conflits peuvent également former un cercle vicieux. Dans les contextes touchés par les conflits, les conséquences d'événements climatiques extrêmes tels que la sécheresse, et en particulier leurs conséquences sur les mouvements de population, peuvent contribuer aux conflits entre communautés divisées⁷³. Cependant, le changement climatique ne conduit pas automatiquement à des conflits. Lorsque les communautés ont des institutions et des processus en place pour assurer la médiation entre différents groupes, négocier l'accès aux ressources et leur contrôle, et se mettre d'accord sur des conditions équitables pour tous, les ressources naturelles peuvent être gérées de manière pacifique par le biais de la coopération. Lorsque ces systèmes sont inactifs ou ont été endommagés par des chocs externes, la coopération peut s'effondrer et attiser la violence. Au Tchad, Concern s'efforce d'aider les communautés à collaborer et à développer leurs propres solutions aux problèmes d'utilisation de terres, de ressources et d'élevage, et à établir une paix plus durable (par exemple, Etude de cas Concern, encadré 8).

Soutien à la résilience face au changement climatique et au leadership en faveur de la paix au Tchad

Le Tchad est l'un des pays les plus fragiles au monde : en 2018, il se classe au 8ème rang de l'indice des États fragiles et 186è sur 188 dans l'indice de développement humain de 2016⁷⁴. Le pays est confronté à un ensemble de défis complexes : l'insécurité dans les pays voisins (la Libye, le Nigéria, la République Centrafricaine et le Soudan) entraîne des déplacements transfrontaliers et menace de déstabiliser la région. L'aggravation de la crise économique causée par la faiblesse des prix du pétrole touche plus particulièrement les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables. Enfin, une vulnérabilité extrême aux chocs environnementaux et aux catastrophes naturelles épuise les actifs, sape les moyens d'existence et affaiblit la résilience. En conséquence, environ 4,4 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire en 2018⁷⁵.

Dans l'est du Tchad, Concern travaille à renforcer la résilience des communautés face au changement climatique à travers un programme intégré associant agriculture intelligente face au climat, maraîchage et agroforesterie à des pratiques d'élevage et de santé animale afin d'améliorer la sécurité des moyens d'existence tout en préservant l'écosystème local. Aborder les aspects environnementaux du changement climatique est vital, mais ses effets ne se produisent pas de manière isolée. Une des sources majeures de vulnérabilité dans ce contexte est le conflit entre les communautés agro-pastorales, pastorales et agricoles. Ces conflits portent sur les terres agricoles, les routes de migration du bétail et l'accès aux ressources, y compris les points d'eau. Les conflits affaiblissent la sécurité des moyens d'existence et la cohésion des communautés et peuvent dégénérer en violence, avec des conséquences dévastatrices.

De nombreuses communautés de l'est du Tchad ont mis en place des mécanismes traditionnels de résolution des conflits grâce auxquels les membres négocient pour résoudre les différends qui surviennent. Cependant, ces systèmes n'empêchent pas les conflits avant qu'ils ne surgissent. Cela nécessite une approche qui fait l'inventaire des ressources existantes, prend en compte les besoins et les utilisations des différents groupes et s'efforce de garantir un accès, une utilisation et un contrôle équitables afin de réduire les conflits futurs.

La première étape de ce processus consiste à analyser les facteurs de conflit afin que les communautés puissent identifier les foyers de tension et se mettre d'accord sur des actions préventives susceptibles de faciliter une coexistence plus pacifique. Dans ce sens, Concern a organisé un atelier participatif d'analyse de conflit en septembre 2017. Cet atelier a été programmé de manière à précéder la migration pastorale saisonnière vers les pâturages et l'eau, dans le but de réduire

les tensions en cette période critique. L'atelier a ciblé les leaders communautaires et les parties prenantes influentes, réunissant les autorités coutumières et locales, les ONG et les agences des Nations Unies, et a été animé par le Sultan de Dar Sila. A travers une approche d'évaluation rurale participative adaptée, les participants ont cartographié le profil géographique de la région et les foyers de conflit, mais aussi les acteurs clés et leurs rôles dans les conflits et enfin les moteurs et les effets des conflits dans la communauté locale. Ce processus a permis aux participants de s'entendre sur des mesures potentielles de réduction des conflits, telles que des accords sur les couloirs à bétail et les zones de pâturage, et leur a également permis d'identifier les acteurs clés pour diriger la mise en œuvre de ces mesures et déterminer des plans d'action réalisables en fonction des ressources disponibles⁷⁶.

Cet atelier représente la première étape cruciale dans la réduction des conflits entre groupes ayant différentes stratégies d'existence dans la région. Le Président de la Fédération des Eleveurs de Bétail du Dar Sila a remarqué qu'il n'avait jamais eu l'occasion de se réunir auparavant avec les agriculteurs et éleveurs pour discuter des défis auxquels ils sont

confrontés. Cependant, la construction de la paix est un processus à long terme et ne peut être abordé dans un seul atelier ponctuel. Le Président a déclaré que l'atelier l'a amené à envisager « **la possibilité d'avoir des comités mixtes pour la résolution de conflits** » pour donner suite aux travaux de l'atelier. Une représentante du Conseil National des Producteurs Ruraux du Tchad et présidente d'un groupe d'agricultrices locales s'est fait l'écho de ces propos. « **Mon premier souhait est que cet atelier ne soit ni le premier ni le dernier** », a-t-elle dit à Concern. Concern planifie un atelier de suivi en 2018 pour faire avancer les plans d'action découlant de l'atelier de 2017 et consolider la paix.

Donner aux communautés les moyens de consolider la paix et de s'attaquer aux causes profondes des conflits exige un engagement soutenu et à long terme. Cela n'est possible que lorsque les organisations développent des partenariats significatifs et gagnent la confiance des communautés touchées par un conflit. Concern travaille au Tchad depuis plus de dix ans. Les activités de Concern dans l'est du Tchad sont financées par Irish Aid, l'UNICEF et la Jersey Overseas Aid Commission (JOAC).



Membres du groupe communautaire local effectuant un calendrier saisonnier pour la pluie, les activités agricoles et les dangers à Goz Beida, au Tchad. Photographe: Dom Hunt, Concern Worldwide.



Elianna tient sa fille Laureine, gravement malnutrie, à l'hôpital Bossembele, en République centrafricaine. Concern organise le transport de son village à l'hôpital - dont le coût serait trop élevé pour la plupart des gens. Photographie: Chris de Bode, Panos Pictures pour Concern Worldwide.

4.

Conclusions et recommandations

Les conflits sont le principal moteur de la crise humanitaire actuelle, et constituent la plus grande menace pour les progrès faits pour aller vers un avenir plus prospère, stable et durable⁷⁷. Les témoignages inclus dans le présent rapport mettent en lumière les besoins profonds et les défis complexes auxquels sont confrontées les communautés touchées par le conflit sous ses nombreuses formes. Des expériences directes de la violence et ses effets dévastateurs sur les déplacements et la sécurité alimentaire à des effets plus indirects et préjudiciables sur la résilience des communautés, la cohésion et les relations sociales sexospécifiques, ce rapport cherche à consigner et partager les voix et les expériences vécues par les personnes les plus touchées par le conflit autour le monde.

Ces témoignages mènent à trois conclusions, communes à la fois à la faim et au déplacement, et reflètent les dures réalités et les énormes défis auxquels sont confrontées les communautés dans les zones touchées par le conflit dans le monde entier :

1. La portée du conflit va au-delà de la seule violence physique, en transformant (et souvent en détruisant) des économies, des liens sociaux et des mécanismes de soutien des ménages, loin des premières lignes.
2. Le conflit est sexospécifique : il affecte les femmes, les hommes, les jeunes et les personnes appartenant à des groupes vulnérables de manières radicalement différentes tout en renforçant les inégalités existantes.
3. Les séquelles d'un conflit durent beaucoup plus longtemps que la violence, affectant la probabilité du retour et le succès de la réintégration et de la réconciliation longtemps après le rétablissement de la stabilité.

Donner une tribune aux personnes les plus touchées par la violence nous aide à comprendre leur vécu du conflit, à comprendre comment ces personnes reconstruisent leur vie au milieu de l'insécurité ainsi que leurs espoirs pour l'avenir.

Les récits inclus dans ce rapport témoignent également de la force, de la résilience et des espoirs de ceux qui ont survécu à une violence extrême, qui continuent à vivre dans l'incertitude et qui s'engagent à construire un avenir meilleur. En fin de compte, il est important de rappeler que même ceux qui ont été victimes de conflits sont toujours des agents actifs dans la reconstruction de leurs vies et d'un avenir meilleur et plus stable. Donner une tribune aux personnes les plus touchées par la violence nous aide à comprendre leur vécu du conflit, à comprendre comment ces personnes reconstruisent leur vie au milieu de l'insécurité ainsi que leurs espoirs pour l'avenir. Cette compréhension est essentielle pour élaborer des réponses qui soient efficaces, responsables, valorisantes et durables du niveau local au niveau mondial.

Notre objectif ultime est de susciter une résurgence d'humanité afin de briser le cycle des conflits, de la faim et des souffrances humaines. À cette fin, l'Agenda 2030 définit un plan ambitieux pour réaliser la prospérité et la paix mondiales grâce aux Objectifs de Développement Durable⁷⁸. Tout en étant attachés à cet agenda mondial, chacun des États membres peuvent mettre leur expérience et leur



Golden Marlene, devant sa maison en République centrafricaine. Ses deux plus jeunes enfants souffrent de malnutrition. Concern a aidé à rouvrir le poste de santé de Ndanga situé à proximité, de sorte que les enfants puissent désormais recevoir le traitement et le soutien dont ils ont besoin. Photographe: Chris de Bode, Panos Pictures pour Concern Worldwide.

expertise uniques au service de différents objectifs, dans chacun de ses dix-sept domaines d'action. Chaque domaine de l'Agenda a besoin de champions et de modèles à suivre déterminés à faire preuve de leadership et d'une volonté politique sans faille. Ceci est primordial pour atteindre l'objectif de bâtir des sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable (ODD n°16).

Pour parvenir à la paix et à la prospérité, l'ensemble des gouvernements doivent jouer leur rôle et faire preuve de la volonté politique et de la solidarité nécessaires pour résoudre les conflits, sortir des impasses et encourager les populations à prendre part à cette question urgente. L'indignation morale suscitée par les civils pris pour cibles dans les conflits, les déplacements forcés et de l'utilisation de la nourriture comme arme de guerre existe déjà, mais les actions concrètes et la volonté politique d'agir se font moins ressentir. La communauté internationale doit faire preuve de leadership dans la lutte contre ces abus, en obligeant les auteurs à rendre des comptes et en investissant dans le traitement des causes profondes et des conséquences dévastatrices du conflit.

Le **système des Nations Unies** est à la croisée des chemins. L'engagement international en faveur du multilatéralisme est remis en cause, les crises prolongées et les impasses politiques ont sapé la confiance du public, et la volonté politique et le leadership pour trouver des solutions politiques font cruellement défaut. Cela se produit précisément au moment où le Secrétaire Général mène un ambitieux programme de réformes axé sur la consolidation de la paix et la prévention des conflits. La communauté mondiale est confrontée à un choix difficile, et il convient de rappeler clairement que le maintien du statu quo coûte d'innombrables vies. Le système actuel, dans lequel la responsabilité des violations du Droit International Humanitaire est inégale ou inexistante, peut laisser croire que les violations des droits de l'homme commises dans le cadre de conflits sont acceptables et que les intérêts stratégiques passent avant la vie humaine. Seuls un leadership et des efforts coordonnés au niveau mondial peuvent apporter le changement systémique nécessaire pour parvenir à la paix et à son maintien.

Les **gouvernements nationaux** sont les premiers responsables de traiter et de résoudre bon nombre des effets des conflits sur leurs propres populations, notamment l'extrême pauvreté, les déplacements de population et la faim. Il leur incombe également de faire preuve de leadership lorsqu'il s'agit de protéger les civils et d'aboutir aux solutions politiques nécessaires pour briser le cycle des conflits et de la souffrance humaine. Avec le soutien d'organismes régionaux et internationaux, les gouvernements nationaux doivent rechercher des solutions politiques inclusives et attentives aux impacts différenciés des conflits sur les femmes, les hommes, les jeunes et les groupes vulnérables. Ces solutions doivent également placer la protection des civils en tête des priorités. En fin de compte, la seule paix durable est celle qui est engagée et menée par les pays eux-mêmes.

Les **baillleurs de fonds internationaux** sont confrontés à des besoins croissants dans des contextes de plus en plus complexes, et c'est pour cette raison que s'imposent des idées neuves et un engagement renouvelé. En dépit d'une concentration accrue des besoins dans les États fragiles et ceux en proie à un conflit, ainsi que d'une rhétorique extensive sur le financement ciblé sur ces états, les besoins vont bien au-delà des actions concrètes. En chiffres absolus, les niveaux d'Aide Publique au Développement (APD) dans les contextes fragiles ont stagné ces dernières années et, en pourcentage de l'APD totale, ils ont diminué de près de 7% depuis 2010⁷⁹. Parallèlement, les besoins humanitaires deviennent moins prévisibles, avec une divergence croissante entre les besoins anticipés et les besoins réels⁸⁰. Ces besoins sont de plus en plus prolongés, la durée moyenne d'un appel humanitaire étant maintenant de sept ans et 90% des appels d'une durée supérieure à trois ans⁸¹. Malgré cela, la majorité des bailleurs humanitaires continuent à fonctionner en cycles de financement courts de 12 à 18 mois⁸². Ce déséquilibre entre les besoins et les systèmes doit être corrigé : les bailleurs doivent respecter les engagements existants pour réorganiser l'architecture

humanitaire et de développement afin de la rendre plus flexible et plus réactive au début des crises et par ailleurs être en mesure de combler les déficits de financement dans les crises chroniquement sous-financées et prolongées. Cela ne sera possible que si les gouvernements font preuve de leadership politique auprès de leurs populations (par le biais de l'éducation au développement, de déclarations publiques et d'actions claires) en réaffirmant la valeur de l'aide humanitaire et notre responsabilité d'alléger les souffrances et de sauver des vies.

Le **gouvernement irlandais** se trouve dans une position privilégiée pour devenir un leader mondial du seizième Objectif de Développement Durable. L'Irlande a sa propre expérience de la transition du conflit à la paix, de son bilan en matière de maintien de la paix et de sa contribution aux processus de paix à l'échelle mondiale en Colombie et ailleurs. L'Irlande dispose d'une voix distincte et crédible sur la scène internationale. Cela reflète clairement son engagement en faveur du multilatéralisme, des droits de l'homme, du soutien à la société civile, de la lutte contre la faim et d'une réponse humanitaire basée sur des principes actifs. Ces engagements doivent être maintenus et renforcés. L'Irlande peut davantage utiliser son pouvoir de rassemblement pour opérer un changement catalytique dans les contextes touchés par les conflits et montrer l'exemple dans son approche de prévention et de règlement des conflits. Dans le contexte d'un engagement renouvelé d'apporter 0,7% de son revenu national brut à l'aide au développement, comme en témoigne un calendrier précis, le gouvernement irlandais a la possibilité d'élargir la liste de pays partenaires clés d'Irish Aid pour y inclure plus de pays affectés par des conflits. Le gouvernement irlandais devrait investir considérablement dans une approche pangouvernementale coordonnée en matière de diplomatie, de prévention des conflits, d'action humanitaire et de développement.

Les **organisations humanitaires et de développement** et leurs interventions ne peuvent se substituer à une diplomatie efficace ni à la volonté politique de trouver des solutions durables à une crise prolongée. En 50 ans d'existence, Concern a travaillé dans relâche dans la résolution de crises dans les contextes les plus touchés par les conflits mondiaux, et s'engage désormais à en faire davantage pour atténuer les souffrances, travailler avec les communautés pour s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et de la vulnérabilité et encourager l'autonomisation des femmes, des hommes, des jeunes et des défenseurs de la paix issus de groupes vulnérables afin de bâtir un meilleur avenir pour leurs communautés. Cependant, alors que Concern intègre la prise en compte des conflits et soutient la consolidation de la paix au niveau local, il n'est finalement pas en notre pouvoir de mettre fin aux conflits à l'échelle mondiale. Les récits partagés dans le présent rapport soulignent les changements programmatiques, opérationnels et organisationnels que nous nous sommes engagés à apporter pour élaborer des réponses aux conflits plus éclairées, efficaces, responsables et valorisantes, mais ils mettent aussi en évidence les changements indispensables au niveau politique.

S'appuyant sur les témoignages du présent rapport et sur une série de recommandations visant principalement les acteurs humanitaires et de développement dans deux publications annexes⁸³, **Concern appelle toutes les parties à prendre les mesures suivantes pour briser le cycle des conflits, de la faim et de la souffrance humaine:**

4.1. Briser le cycle des conflits

- » **Les pays membres des Nations Unies doivent soutenir l'agenda du Secrétaire Général Guterres en déployant des efforts diplomatiques et répondre à son appel en faveur d'une augmentation du financement de 500 millions de dollars pour une réforme de l'architecture de consolidation de la paix de l'ONU.**⁸⁴

Seules une volonté politique et un leadership permanents feront de la prévention des conflits une réalité. Au-delà de l'impératif moral que constitue la prévention des conflits, cet investissement est rentable et génère d'importants bénéfices : les estimations indiquent que pour chaque dollar investi dans la consolidation de la paix et la prévention des conflits, la communauté mondiale peut espérer économiser jusqu'à 16 dollars sur les coûts engendrés par de futurs conflits⁸⁵.

Les membres de la société civile représentant les femmes, les hommes, les jeunes et les groupes vulnérables doivent être habilités non seulement à participer aux processus de paix, mais également à les conduire.

- » **Les gouvernements nationaux doivent créer des espaces d'échange pertinents pour l'inclusion, la participation et le leadership de la société civile locale, des femmes et des jeunes œuvrant dans la construction de la paix dans les processus de paix au niveau national.**

Cette recherche met en évidence les interconnexions entre les conflits locaux et nationaux et le travail vital des champions locaux de la consolidation et du maintien quotidien de la paix. Les gouvernements nationaux devraient poursuivre cette lancée en s'engageant fermement à inclure des représentants divers de la société civile dans les processus de consolidation de la paix. Il s'avère que la participation inclusive est fondamentale pour la construction d'une paix durable⁸⁶. Les gouvernements ne peuvent y parvenir par le biais de consultations superficielles, précipitées ou basées sur l'exclusion. Les membres de la société civile représentant les femmes, les hommes, les jeunes et les groupes vulnérables doivent être habilités non seulement à participer aux processus de paix, mais également à les conduire.

- » **Les bailleurs de fonds internationaux doivent augmenter les investissements en matière de sensibilité au conflit dans toutes les interventions implémentées dans les zones de conflit afin de maximiser les retombées de la paix.**

Les conflits sont le principal moteur des besoins humanitaires dans le monde et les interventions humanitaires ne peuvent plus se permettre d'être aveugles aux conflits. Parmi les actions concrètes visant à opérationnaliser la sensibilité aux conflits, nous pouvons citer l'allongement des délais et l'augmentation de la flexibilité pour une meilleure et plus intégrée analyse des conflits et une meilleure adaptabilité à chaque étape du cycle du programme. Ceci inclut également l'augmentation la flexibilité du financement pour soutenir la gestion adaptative dans des contextes en évolution rapide et le soutien aux initiatives visant à établir des partenariats solides et à renforcer continuellement les capacités des bailleurs, des ONG et des partenaires.

- » **Le gouvernement irlandais doit mettre davantage l'accent sur la paix, la prévention des conflits et la fragilité, en triplant les fonds alloués aux programmes intégrés qui incluent des initiatives de promotion civile de la paix menées par des acteurs locaux, ainsi que des initiatives de prévention et de règlement des conflits.**

S'attaquer aux conflits ne signifie pas seulement s'attaquer aux causes profondes, mais aussi cibler le soutien à la consolidation de la paix dans le cadre d'une réponse globale. Au cours de la dernière décennie, les fonds annuels alloués aux activités de prévention des conflits ont représenté en moyenne moins de 2% de l'APD irlandaise⁸⁷. Cela se compare à environ 6% de l'aide britannique dans la même catégorie⁸⁸. L'Irlande devrait viser à tripler ce niveau de financement d'ici 2030, avec une augmentation ciblée des activités relevant des initiatives de consolidation de la paix civile, de prévention et de règlement des conflits. Il est essentiel que cette augmentation soit ciblée aussi localement que possible pour responsabiliser les artisans de la paix à la base et catalyser le changement en profondeur.

- » **Les organisations humanitaires et de développement doivent soutenir davantage d'initiatives locales de consolidation de la paix, de prévention des conflits et de résolution des conflits dans le cadre de réponses intégrées dans des zones de conflit.**

La présente recherche illustre les liens complexes entre les conflits nationaux et locaux. Elle démontre également l'utilité de renforcer les capacités des communautés en matière de gestion des conflits et la forte demande des champions locaux de la paix pour un soutien accru. Les interventions humanitaires et de développement doivent faire plus pour intégrer les activités de consolidation de la paix qui améliorent la résilience, qui construisent une paix viable et durable et qui finalement, contribuent à briser le cycle du conflit.

4.2. Trouver des solutions durables face au déplacement

- » **Les pays membres des Nations Unies doivent encourager la mise en œuvre d'un Pacte Mondial sur les Réfugiés ambitieux, assorti d'objectifs et d'indicateurs solides pour suivre les progrès et assurer la redevabilité.**

Le déplacement est une crise mondiale qui exige un leadership mondial. Alors que le processus de finalisation du Pacte Mondial sur les Réfugiés est en cours, son succès dépendra en définitive de la concrétisation de sa vision élargie pour les populations touchées. Avant le premier Forum mondial sur les réfugiés, prévu en 2019, il est impératif de mettre au point un plan de suivi pouvant donner lieu à des actions, avec l'expertise et les contributions des populations touchées et de la société civile. Ce plan doit inclure une série d'objectifs et cibles et d'indicateurs ambitieux, crédibles et robustes permettant de rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et d'assurer une correcte reddition des comptes.

- » **Les gouvernements nationaux doivent intégrer et monitorer la mise en œuvre des Principes Directeurs relatifs au Déplacement de Personnes dans les lois, les politiques et les plans de développement nationaux.**

Les gouvernements nationaux sont les premiers responsables de la prévention, de la réduction et de la résolution des déplacements internes. À ce jour, seuls 12 pays ont une législation réglementant spécifiquement les mesures prises pour remédier au déplacement interne⁸⁹. L'adoption, la ratification, l'incorporation et le suivi de la mise en œuvre des Principes directeurs relatifs au

déplacement de personnes à l'intérieur des frontières dans les lois, politiques et plans de développement nationaux aident les États à respecter leurs obligations internationales, facilitent la mise en place de réponses sur mesure engagées par les pays et menées au niveau national⁹⁰, et, en définitive, aident les populations déplacées et hôtes à mener une vie sûre et autonome dans la dignité.

Les bailleurs de fonds internationaux doivent mettre un terme aux conférences annuelles de bailleurs de fonds et respecter les engagements existants visant à accroître le financement humanitaire pluriannuel flexible pour traiter et prévenir les déplacements prolongés.

- » **Les bailleurs de fonds internationaux doivent mettre un terme aux conférences annuelles de bailleurs de fonds et respecter les engagements existants visant à accroître le financement humanitaire pluriannuel flexible pour traiter et prévenir les déplacements prolongés.**

Cette recherche met en évidence le coût dévastateur des déplacements prolongés, cycliques et à venir, ainsi que les énormes défis à relever en matière de retours. En dépit de cela, un financement inflexible à court terme encourage à se focaliser uniquement sur les besoins immédiats, limite l'adaptabilité de l'organisation, mine les synergies entre les interventions humanitaires et de développement et entrave le relèvement. Les bailleurs doivent respecter les engagements pris dans le cadre de ladite « Grande Négociation »⁹¹ et augmenter leur financement afin qu'il devienne pluriannuel et flexible.

- » **Le gouvernement irlandais doit soutenir davantage les initiatives d'établissement (et de rétablissement) rapide des moyens d'existence et soutenir le retour, la réintégration, le relèvement et le renforcement de la résilience pour une période plus longue pour les populations déplacées, d'accueil et de retour.**

Aborder le problème des déplacements prolongés et contribuer à éviter que de nouveaux déplacements ne se prolongent nécessite un changement de mentalité. Un investissement plus important doit être fait au début de la crise pour aider les populations touchées à retrouver leurs moyens d'existence ainsi que leur autosuffisance beaucoup plus tôt. Les sources de financement du développement doivent être mobilisées beaucoup plus tôt pour lier plus efficacement l'aide à court terme aux options à long terme. Lorsqu'un retour sûr et volontaire est possible, le gouvernement irlandais doit continuer à soutenir de manière constante le relèvement alors que les communautés entrent dans une phase critique de la consolidation de la paix et du développement.

- » **Les organisations humanitaires et de développement doivent mettre en œuvre des programmes intégrés pour soutenir la cohésion sociale, l'intégration et, le cas échéant, le retour volontaire dans la sécurité et la dignité pour les populations déplacées et hôtes.**

La présente recherche montre que pour les personnes qui sont rentrées chez elles, reconstruire des vies et se réintégrer dans les communautés constituent des défis énormes. Pour beaucoup d'autres, permettre un retour sûr et volontaire est une priorité immédiate, mais peut être entravé par des craintes ou des divisions au sein des communautés. Cette recherche souligne que les réponses doivent aller au-delà des conditions économiques propices à la seule intégration, en aidant les communautés à reconstruire leurs liens, en renforçant les institutions chargées de la gestion des conflits et en s'attaquant au traumatisme de la violence passée.

4.3. Atteindre l'objectif "Zéro Faim"

- » **Les pays membres des Nations Unies doivent introduire un mécanisme spécifique de suivi, de reporting et de responsabilité pour les violations à la résolution 2417 (2018) sur les conflits et la faim.**

La résolution 2417 (2018) est une étape cruciale dans la reconnaissance par la communauté internationale des liens qui existent entre le conflit et la faim. Mais ce n'est qu'un premier pas : le consensus mondial autour de cette question offre une fenêtre d'opportunité et l'élan nécessaire pour transformer les mots en actions. Le suivi doit se traduire par un rapport annuel unique, coordonné et intersectoriel et coordonné par l'ONU qui aborde la question de *la nourriture en tant qu'arme de guerre*, axé sur un suivi rigoureux et lié à des mécanismes de responsabilisation efficaces en cas de violation.

- » **Les gouvernements nationaux doivent diriger la mise en place de stratégies nationales de renforcement de la résilience visant à lutter contre les effets combinés des conflits, du changement climatique et des catastrophes naturelles sur la faim et l'insécurité alimentaire**

S'attaquer aux impacts du changement climatique nécessite un leadership national et un engagement à lutter contre la vulnérabilité environnementale des groupes les plus marginalisés. S'attaquer aux causes profondes de la faim, prévenir l'insécurité alimentaire et renforcer la résilience aux chocs en augmentant les investissements dans l'agriculture intelligente face au climat et les initiatives en faveur de la résilience peuvent constituer un tampon contre les chocs externes, tels que les conflits. Toute approche au niveau communautaire doit être hautement contextualisée et adaptée aux circonstances dans lesquelles le capital social et les mécanismes de soutien collectifs ont pu être endommagés ou détruits.

- » **Les bailleurs de fonds internationaux doivent augmenter les financements rapidement disponibles et flexibles pour faire face aux crises alimentaires et transformer les alertes précoces en actions rapides.**

Les besoins humanitaires deviennent de moins en moins prévisibles, avec un écart croissant entre les besoins anticipés et les besoins réels⁹². Dans le même temps, les systèmes d'alerte précoce deviennent plus robustes. Ce décalage ne se trouve pas dans nos informations, mais dans la transformation de l'alerte en action. La lente répartition des fonds et la nature inflexible de nombreux mécanismes de financement coûtent des vies. Les bailleurs internationaux doivent faire preuve de volonté politique et de solidarité pour soutenir une action préventive précoce, plutôt que de réagir uniquement lorsque la crise est déjà bien engagée. Cela sauve non seulement des vies, mais cela a également du sens : selon certaines estimations, des mesures rapides dans un contexte de sécheresse cyclique peuvent permettre d'économiser plus de 1.000 dollars par bénéficiaire⁹³.

Les pays membres des Nations Unies doivent introduire un mécanisme spécifique de suivi, de reporting et de responsabilité pour les violations à la résolution 2417 (2018) sur les conflits et la faim.



* Hani, mère de sept enfants, dans son refuge au Somaliland. Ses chameaux sont morts de faim et de manque d'eau. Une grave sécheresse a contraint des milliers de familles à quitter leurs maisons à la campagne et à demander de l'aide près des centres urbains. * les noms ont changé pour des raisons de sécurité. Photographie: Kieran McConville, Concern Worldwide.



Enfants jouant dans les rues de la ville de Juba, au Soudan du Sud. Photographe: Steve De Neef.

» **Le gouvernement irlandais doit conserver sa position de leader mondial dans la lutte contre la faim et établir des liens plus étroits entre ses priorités en matière d'alimentation, de faim, de paix et de prévention des conflits, en tant que principes définissant son engagement auprès des Nations Unies.**

Les conflits sont désormais le principal facteur d'insécurité alimentaire aiguë. Pour faire de réels progrès dans l'élimination de la faim, l'Irlande doit s'appuyer sur sa réputation de longue date en tant que champion de la lutte contre la faim et renforcer les synergies avec son travail sur la paix et la prévention des conflits. Pour soutenir cela, l'Irlande devrait devenir un champion de la résolution 2417 (2018) et travailler activement dans la coordination avec les autres États membres des Nations unies qui se consacrent à l'éradication de la faim afin d'enclencher des changements nécessaires pour progresser. L'Irlande peut utiliser son pouvoir de rassemblement et sa crédibilité internationale pour la consolidation de la paix et la lutte contre la faim afin de rassembler les parties prenantes et promouvoir un changement.



» **Les organisations humanitaires et de développement doivent concevoir et mettre en œuvre des programmes basés sur une analyse contextuelle approfondie et très attentifs à la manière dont les relations sociales et les interactions entre les genres influencent les impacts des conflits.**

Cette recherche met en évidence les effets directs des conflits sur la sécurité alimentaire, par le biais de violences aiguës. Il montre également comment les conflits affectent la sécurité alimentaire de manière indirecte par le biais des systèmes sociaux et des relations de genre. Pour faire de réels progrès dans la réduction de la faim dans le monde, nous devons nous attaquer aux deux. Les réponses doivent donc être fondées sur des analyses détaillées et régulièrement mises à jour, sensibles au conflit et au genre, qui conduisent les programmes à être sensibles au conflit, à mesure que les situations dynamiques évoluent.

4.4. Défendre la cause de l'égalité femme-homme

- » **Les pays membres des Nations Unies doivent faire en sorte que le langage utilisé soit contraignant et qu'il garantisse une adéquate représentation, participation et leadership des femmes à tous les niveaux de la consolidation de la paix.**

La participation significative des femmes aux processus de paix augmente la probabilité qu'un accord de paix soit maintenu⁹⁴. Les femmes sont donc essentielles à l'agenda de prévention des conflits de l'ONU. Les progrès accomplis en matière d'inclusion au cours des deux dernières décennies doivent être célébrés. Cependant, sans engagements contraignants qui transforment l'aspiration en obligation, les acquis peuvent être rapidement annulés. Les femmes continuent d'être sous-représentées dans les délégations de la paix et, au cours des dernières années, leur représentation a même diminué⁹⁵. Un langage contraignant sur le pourcentage de femmes participant aux processus de paix et les femmes menant de tels processus est nécessaire pour initier un changement radical en matière d'inclusion.

- » **Les gouvernements nationaux doivent adopter, financer et implémenter des Plans d'Action Nationaux ambitieux en accord avec la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité**

En juin 2018, seuls 74 pays (soit 38% des États membres des Nations Unies) avaient élaboré des Plans Nationaux d'Action pour les femmes, la paix et la sécurité⁹⁶. L'adoption, le financement et la mise en œuvre de plans d'action nationaux est indispensable à la localisation des engagements mondiaux, en les transformant en une action concrète menée par la population locale pour ainsi assurer la responsabilité de la représentation, de la participation et du leadership des femmes dans la promotion de la paix aux niveaux local, national et international.

- » **Les bailleurs de fonds internationaux doivent éliminer les écarts de financement sexospécifiques qui nuisent de manière disproportionnée aux femmes, aux filles et aux victimes de violences sexuelles et de violences basées sur le genre dans les conflits.**

Les mesures de protection en général, et les interventions sur la violence basée sur le genre en particulier, souffrent de sous-financement par rapport aux autres secteurs d'intervention d'urgence. Dans les appels coordonnés des Nations Unies, le financement de la protection représente l'un des pourcentages les plus faibles de besoins satisfaits (moins d'un tiers des appels financés), et les interventions en matière de violence basée sur le genre reçoivent au maximum 30% des fonds liés à la protection⁹⁷. Le déficit de financement creuse un fossé entre les sexes et il perpétue par inadvertance les souffrances et les besoins non satisfaits des femmes et les filles.

- » **Le gouvernement irlandais doit augmenter les financements au profit d'initiatives de consolidation de la paix qui font de l'égalité femme-homme et de l'autonomisation des femmes un objectif principal ou important.**

Dans de nombreux secteurs, le gouvernement irlandais est le porte-drapeau de l'aide axée sur l'égalité femme-homme⁹⁸. Toutefois, l'aide associée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes en tant qu'objectif principal ou significatif représente un peu plus du tiers de l'APD irlandaise consacrée à la prévention des conflits depuis 2008⁹⁹. L'augmentation de cette proportion renforcera la voix des femmes et la durabilité de la paix. D'autres pays, dont le Canada, se sont engagés à ce que 95% des fonds consacrés à la consolidation de la paix ciblent ou intègrent spécifiquement l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles d'ici 2022¹⁰⁰. L'Irlande devrait

suivre cet exemple en canalisant les fonds aussi localement que possible pour autonomiser les femmes à la base afin qu'elles puissent non seulement participer mais aussi mener des processus de paix. Des indicateurs permettant de suivre le nombre d'initiatives et les niveaux de financement devraient être inclus dans le Troisième Plan d'Action National de l'Irlande à paraître en 2019.

» **Les organisations humanitaires et de développement devraient concevoir et mettre en œuvre des programmes qui tiennent compte de la manière dont les relations femmes-hommes et les relations sociales déterminent les conséquences humanitaires des conflits.**

Cette recherche met en évidence la manière dont les conflits affectent les communautés directement par la violence et indirectement par le biais de rôles et de liens sociaux sexospécifiques. Les réponses doivent donc être fondées sur des analyses détaillées et actualisées des conséquences indirectes des conflits, elles doivent aborder les inégalités liées au genre et renforcer la cohésion des communautés dans la mesure du possible. Les femmes seules ne peuvent et ne doivent assumer le fardeau du changement social, il est donc vital d'impliquer davantage les hommes et les garçons afin d'atteindre l'égalité des sexes et un avenir plus pacifique.

- 1 UN (2016), *Une seule humanité, des responsabilités partagées Rapport du Secrétaire général pour le Sommet mondial sur l'action humanitaire*, (rapport en anglais) <http://sgreport.worldhumanitariansummit.org/>.
- 2 Voir discussion sur les famines calamiteuses dans De Waal, Alex (2015), 'Conflits armés et le défi de la faim : Une issue est-elle envisageable ?' Concern Worldwide, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et Welthungerhilfe (ed.), *Indice de la faim dans le monde: Conflits armés et le défi de la faim*, <http://ebrary.ifpri.org/utills/getfile/collection/p15738coll2/id/129687/filename/129898.pdf>, p. 23; et Sachs, Jeffrey (2012), 'Foreign Aid Works – It Saves Lives,' *The Guardian*, 30 mai 2012, <https://www.theguardian.com/business/economics-blog/2012/may/30/foreign-aid-works-saves-lives> (article en anglais).
- 3 Banque Mondiale (2011), *Rapport sur le développement dans le monde : Conflits, sécurité et développement*, http://siteresources.worldbank.org/INTWDRS/Resourcess/WDR_Overview_French.pdf.
- 4 HCR (2018), *Tendances mondiales – Déplacements forcés en 2017* (rapport en anglais), p. 2
- 5 Réseau d'information sur la sécurité alimentaire (FSIN) (2018), *Rapport mondial sur les crises alimentaires 2018*, (rapport en anglais) <http://www.fsincop.net/resource-centre/detail/en/c/1110426/>, pp. 23, 31.
- 6 Voir Concern Worldwide (2018), *Conflict and Displacement : The Voices of Displacement and Return in Central African Republic's Neglected Crisis* et idem. *Conflict and Hunger : The Lived Experience of Conflict and Food Insecurity in South Sudan*. (rapports en anglais).
- 7 UN News (2018), 'Au Conseil de Sécurité, le chef de l'ONU appelle à un «bond en avant» dans le financement des activités de prévention des conflits et de lutte contre ses causes profondes' (article en anglais) 25 avril 2018, <https://news.un.org/en/story/2018/04/1008302>.
- 8 IDMC (*non daté*), 'Lois et politiques relatives aux PDI,' (document en anglais) <http://www.internal-displacement.org/law-and-policy/>.
- 9 Au cours de la dernière décennie, les fonds annuels consacrés aux activités de prévention des conflits ont représenté en moyenne moins de 2% de l'APD irlandaise ; OCDE (2018), «Aide publique au développement, 152 : Irlande, 2007-2016». Système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=CRS1>; Catégorie «prévention des conflits» calculée selon la méthodologie exposée dans le rapport de l'OCDE (2018), *Etats de Fragilité 2018*, https://www.oecd-ilibrary.org/development/states-of-fragility-2018_9789264302075-en, p. 142 (rapport en anglais).
- 10 L'aide en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en tant qu'objectif principal ou important représentait un peu plus du tiers de l'APD du Gouvernement irlandais pour la prévention des conflits depuis 2008; OCDE (2018), 'Projets d'aide visant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, 152: Irlande, 2008-2016' Système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=CRS1>; Catégorie «prévention des conflits» calculée selon la méthodologie exposée dans le rapport de l'OCDE (2018), *Etats de Fragilité 2018*, p. 142 (rapport en anglais).
- 11 Original en anglais.
- 12 Concern Worldwide (2016), *Stratégie Concern Worldwide 2016-2020 : Ne laisser personne derrière*, <https://www.concern.net/resources/concern-worldwide-strategy-2016-2020-summary>.
- 13 Voir Concern Worldwide (2018), *Conflict and Displacement* ; et idem. (2018), *Conflict and Hunger*.
- 14 UN (2016), *Une seule humanité, des responsabilités partagées Rapport du Secrétaire général pour le Sommet mondial sur l'action humanitaire*, <https://www.unocha.org/publication/one-humanity-shared-responsibility-report-secretary-general-world-humanitarian-summit>, (rapport en anglais).
- 15 Institute for Economics & Peace (IEP) (2017), *Indice Mondial de la Paix 2017 : Mesurer la paix dans un monde complexe* (Sydney: IEP).
- 16 Uppsala Conflict Data Programme (UCDP), (2018), 'Nombre de conflits, 1975-2017', <http://ucdp.uu.se/> (site en anglais)
- 17 Gates, Scott, Hegre, Håvard, Nygård, Håvard Mokleiv, et Strand, Håvard (2014), 'Development Consequences of Internal Armed Conflict,' *Conflict Trends* (Conséquences d'un conflit armé interne en matière de développement, tendances du conflit) 3, <https://www.prio.org/Publications/Publication/?x=7486> (document en anglais).
- 18 Gates et al. (2014), 'Development Consequences of Internal Armed Conflict.' (Conséquences d'un conflit armé interne en matière de développement - document en anglais).
- 19 HCR (2018), *Tendances mondiales – Déplacements forcés en 2017* (rapport en anglais), pp. 5, 8.
- 20 Observatoire des Situations de déplacement interne (IDMC) (2015), *Aperçu Général 2015*, p. 11 (document en anglais)
- 21 GP20 (2018) 'Plan d'action pour faire progresser la prévention, la protection et les solutions pour les personnes déplacées dans leur propre pays 2018-2020,' 23 mai 2018, <https://data2.unhcr.org/es/documents/download/64694>.

-
- 22 OCHA (2018), 'République arabe syrienne : la crise humanitaire en Syrie au 23 avril 2018,' <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/syrian-arab-republic-humanitarian-crisis-syria-23-april-2018-enar>, (document en anglais).
- 23 FSIN (2018), *Rapport mondial sur les crises alimentaires 2018*, pp. 23, 31 (rapport en anglais).
- 24 Nations Unies (2017), 'Face à la pénurie de fonds humanitaires, 20 millions de personnes en Afrique et le Yémen risquent de mourir de faim, le chef de l'humanitaire de l'ONU met en garde le Conseil de Sécurité,' (article en anglais) 10 mars 2017, <https://www.un.org/press/en/2017/sc12748.doc.htm>.
- 25 Devereux, Stephen, Sida, Lewis, et Nelis, Tina. (2017), *Famine: Lessons Learned (Famine : Leçons apprises)* (Brighton: IDS), p. 4; Messer, Ellen, Cohen, Marc J., et Marchione, Thomas (2001), 'Le conflit : cause et effet de la faim,' *Rapport ECSP*, Iss. 7, p. 1.
- 26 Devereux et al. (2017), *Famine : Leçons apprises*, p. 9.
- 27 Peters, Katie et Budimir, Mirianna (2016), *When Disasters and Conflict Collide: Facts and Figures (Quand catastrophes et conflits se rencontrent : Faits et chiffres- document en anglais)* (London: ODI).
- 28 De Waal (2015), 'Conflits armés et le défi de la faim,' dans Concern Worldwide et al. *Indice de la faim dans le monde*, p. 23.
- 29 Sachs, Jeffrey (2012), 'Foreign Aid Works – It Saves Lives,' *The Guardian*, 30 mai 2012, <https://www.theguardian.com/business/economics-blog/2012/may/30/foreign-aid-works-saves-lives> (article en anglais).
- 30 Concern Worldwide et al. (2017), *Indice de la faim dans le monde : Les inégalités de la faim*, p. 15.
- 31 Banque Mondiale (2011), *Rapport sur le développement dans le monde*, p. 1.
- 32 Breisinger, Clemens, Ecker, Olivier et Trinh Tan, Jean François (2015), 'Conflit et insécurité alimentaire : comment rompre les liens ?' dans IFPRI (ed.), *Rapport sur les politiques alimentaires mondiales*, <http://www.ifpri.org/publication/conflict-and-food-insecurity-how-do-we-break-links>, p. 52 (rapport en anglais).
- 33 OCHA (2017a), *Aperçu de la Situation Humanitaire Mondiale (GHO) 2018*, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/GHO_2018_FR-Abridged.pdf, p. 37.
- 34 OCHA (2017a), *Aperçu de la Situation Humanitaire Mondiale (GHO) 2018*, p. 37.
- 35 Voir Concern Worldwide (2018), *Conflict and Displacement* ; et idem. (2018), *Conflict and Hunger*.
- 36 Raleigh (2014), 'Political Hierarchies and Landscapes of Conflict across Africa.' (Hiérarchies politiques et paysages de conflits en Afrique - article en anglais).
- 37 Devereux et al. (2017), *Famine : Leçons apprises*, p. 4; Messer et al. (2001), 'Le conflit : cause et effet de la faim,' p. 1.
- 38 Voir Swift, Jeremy (1993), 'Understanding and Preventing Famine and Famine Mortality,' (*Comprendre et prévenir la famine et la mortalité due à la famine* - bulletin en anglais) *Bulletin IDS*, 24(4): 1-16; discussion dans Biong Deng, Luka (2010), 'Social Capital and Civil War: The Dinka Communities in Sudan's Civil War,' (*Capital Social et Guerre Civile: les communautés Dinka dans la guerre civile du Soudan*) *African Affairs*, 109(435): 231-250.
- 39 Fund for Peace (2017), *Indice des Etats Fragiles 2018*, <http://fundforpeace.org/fsi/data/> (en anglais) ; PNUD (2016), *Rapport sur le développement humain 2016*, http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2016_report_french_web.pdf.
- 40 FSIN (2018), *Rapport mondial sur les crises alimentaires 2018*, p. 122.
- 41 FEWSNET (2018), 'Mise à jour de la sécurité alimentaire - Sud Soudan, février à septembre 2018,' <http://fews.net/east-africa/south-sudan/food-security-outlook/february-2018>, p. 2 (page en anglais).
- 42 ACTED, IOM et HCR (2017), *Bentiu PoC Update – Displacement Tracking and Monitoring, 31 January*, <https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-bentiu-poc-update-displacement-tracking-and-monitoring-population-32> (page en anglais).
- 43 Concern Worldwide (2010), *Comment Concern Comprend l'Extrême Pauvreté*, <https://www.concern.net/resources/how-concern-understands-extreme-poverty> (en anglais) ; voir discussion dans Justino (2012), 'Nutrition, Gouvernance et Violence,' p. 17.
- 44 FAO (2017), *Sowing the Seeds of Peace (semmer les graines de la paix)*, p. 38; Maxwell, Dan, Mazurana, Dyan, Wagner, Michael, et Slater, Rachel (2017), *Livelihoods, Conflict and Recovery: Findings from the Secure Livelihoods Research Consortium (Moyens d'existence, conflits et relèvement: conclusions du Consortium de recherche sur les moyens d'existence sécurisés)* (London: Secure Livelihoods Research Consortium), pp. 9-10; ONU Femmes (2015), *Prévenir les conflits, transformer la justice, obtenir la paix: une étude mondiale sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies* (New York, NY: ONU Femmes).

-
- 45 Blair, Amanda H., Gerring, Nicole, et Sabrina Karim (2016), *Ending Sexual and Gender-Based Violence in War and Peace (Mettre fin à la violence sexuelle et la violence basée sur le genre en temps de guerre et de paix)*, United States Institute of Peace Brief, No. 215, <https://www.usip.org/sites/default/files/PB215-Ending-Sexual-and-Gender-Based-Violence-in-War-and-Peace.pdf>, p. 2 (document en anglais).
- 46 Voir Pattugalan, Gina (2014), 'Linking food security, food assistance and protection from gender-based violence: WFP's experience', (Relier sécurité alimentaire, assistance alimentaire et protection contre la violence basée sur le genre : l'expérience du PAM) *Humanitarian Exchange*, 60: 30-33; Michels, An (2013), 'Protection of women and girls: A comparative study of conflict-affected populations,' (Protection des femmes et des filles: Une étude comparative des populations touchées par le conflit) dans Crawford, Nicholas et Pattugalan, Gina (ed.), *Protection in Practice: Food Assistance in Safety and Dignity (Protection en pratique: Assistance alimentaire dans la sécurité et la dignité)* (Rome: PAM).
- 47 Voir résumé des preuves dans FAO (2017), *Food Security, Sustaining Peace and Gender Equality: Conceptual Framework and Future Directions (Sécurité alimentaire, maintien de la paix et égalité des genres : cadre conceptuel et orientations futures)* (Rome : FAO), <http://www.fao.org/3/a-i7610e.pdf>, p. 14 (document en anglais).
- 48 Messer et al. (2001), 'Le conflit : cause et effet de la faim,' p. 4.
- 49 Voir International Alert (2012), *Gender in Peacebuilding – Taking Stock (Le genre dans la promotion de la paix – Inventaire)*, <http://www.international-alert.org/news/taking-stock> (en anglais) ; Saferworld (2014), *Masculinities, Conflict and Peacebuilding – Perspectives on Men through a Gender Lens (Masculinités, conflits et consolidation de la paix - Perspectives de l'homme sous l'angle du genre)*, <https://www.saferworld.org.uk/resources/publications/862-masculinities-conflict-and-peacebuilding-perspectives-on-men-through-a-gender-lens> (en anglais).
- 50 Fund for Peace (2017), *Indice des Etats Fragiles 2017* ; PNUD (2016), *Rapport sur le développement humain 2016*.
- 51 OCHA (2017a), *Global Humanitarian Overview 2018*, p. 30.
- 52 OCHA (2017b), 'L'accès humanitaire en péril en Centrafrique' 4 mai 2017, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/l-acc-s-humanitaire-en-p-iril-en-centrafrique>.
- 53 Gates, Scott, Hegre, Håvard, Nygård, Håvard Mokleiv, et Strand, Håvard (2014), 'Development Consequences of Internal Armed Conflict,' *Conflict Trends*, (Conséquences d'un conflit armé interne en matière de développement, *tendances du conflit*) 3, <https://www.prio.org/Publications/Publication/?x=7486> (document en anglais).
- 54 Akresh, Richard, Verwimp, Philip, et Bundervoet, Tom (2007), 'Civil War, Crop Failure and Child Stunting in Rwanda,' (Guerre civile, mauvaises récoltes, et retards de croissance infantiles) *Post-Conflict Transitions Working Paper* No. 12; Akresh, Richard, Lucchetti, Leonardo, et Thirumurthy, Harsha (2012), 'Wars and Child Health: Evidence from Eritrean-Ethiopian Conflict,' (Guerres et santé des enfants: preuves du conflit érythréen-éthiopien) *Journal of Development Economics*, 99(2): 330-340; Bundervoet (2012), 'War, Health, and Educational Attainment,' (Guerre, santé et niveau d'instruction); Akresh, Richard, Sonia Bhalotra, Marinella Leone, et Una Okonkwo Osili (2012), 'War and Stature: Growing Up during the Nigerian Civil War,' (Guerre et taille: grandir pendant la guerre civile nigériane) *American Economic Review: Papers & Proceedings*, 102(3): 273-277.
- 55 Crawford et al. (2015), *Protracted Displacement (Déplacement prolongé)* p. 1.
- 56 IEP (2017), *Measuring Peacebuilding Cost-Effectiveness (Mesurer le rapport coût-efficacité de la consolidation de la paix)* (Sydney : IEP) ; discussion dans Banque Mondiale et Nations Unies (2018), *Chemins pour la paix : Approches inclusives pour la prévention des conflits violents* (Washington, D.C. : Banque Mondiale).
- 57 Justino, Patricia (2017), 'Food Security, Peacebuilding and Gender Equality: Conceptual Framework and Future Directions,' (Sécurité alimentaire, maintien de la paix et égalité des genres : cadre conceptuel et orientations futures) *Households in Conflict Network Working Paper Series*, No. 257, pp. 20-21.
- 58 Cardona, Ivan, Justino, Patricia, Mitchell, Becky, et Müller, Catherine (2012), *From the Ground Up: Women's Roles in Local Peacebuilding in Afghanistan, Liberia, Nepal, Pakistan and Sierra Leone (A partir de zéro : le rôle des femmes dans la consolidation de la paix locale en Afghanistan, au Libéria, au Népal, au Pakistan et en Sierra Leone)*.
- 59 PNUD (2014), *Stratégie du PNUD pour la jeunesse 2014-2017 : Autonomisation des jeunes pour un avenir durable*, <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/democratic-governance/youthstrategy.html>.
- 60 Lin, Justin Yifu (2012), 'Youth Bulge: A Demographic Dividend or a Demographic Bomb in Developing Countries?', (*l'explosion démographique de la jeunesse : dividende démographique ou bombe démographique dans les pays en développement*) 1er mai 2012, *World Bank Blog*, <http://blogs.worldbank.org/developmenttalk/youth-bulge-a-demographic-dividend-or-a-demographic-bomb-in-developing-countries> (document en anglais).

-
- 61 Déclaration De Genève (2015), *Le Fardeau mondial de la violence armée 2015 : chaque mort compte* (Cambridge: Cambridge University Press), p. 143; Réseau interinstitutions de l'ONU pour l'épanouissement des jeunes (2016), *Young People's Participation in Peacebuilding: A Practice Note (Note de pratique: Participation des jeunes à la consolidation de la paix - en anglais)*, <http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/democratic-governance/practice-note-young-people-s-participation-in-peacebuilding.html>.
- 62 PNUD (2014), *Stratégie du PNUD pour la jeunesse 2014-2017*.
- 63 Voir, par exemple, Urdal, Henrik (2006), 'A Clash of Generations? Youth Bulges and Political Violence', (Un choc des générations? Explosion démographique des jeunes et violence politique) *International Studies Quarterly*, 50(3): 607-629.
- 64 Voir discussion dans Dowd, Caitriona (2017), 'How Does Work Feature in Literature on Youth Participation in Violence?' (Comment le travail figure-t-il dans la littérature sur la participation des jeunes à la violence ?) *IDS Working Paper*, No. 485.
- 65 Fund for Peace (2018), *Indice des Etats Fragiles 2018* ; PNUD (2016), *Rapport sur le développement humain 2016*.
- 66 Banque Mondiale (2018), 'Homicides intentionnels (pour 100 000 personnes)' <https://data.worldbank.org/indicator/WC.IHR.PSRC.P5>.
- 67 International Alert (2012), *Gender in Peacebuilding (Le genre dans la promotion de la paix)* p. 19.
- 68 OCHA (2017a), *Aperçu de la Situation Humanitaire Mondiale (GHO) 2018*, p. 42.
- 69 ECHO (2018), 'Faits et chiffres: La crise au Liban et en Syrie', 6 avril 2018, https://ec.europa.eu/echo/where/middle-east/lebanon_fr; HCR (2018), 'Selon une étude, les réfugiés syriens au Liban se sont appauvris et sont devenus plus vulnérables en 2017', 9 janvier 2018, <http://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2018/1/5a5647d7a/etude-refugies-syriens-liban-appauvris-devenus-vulnerables-2017.html>.
- 70 Adger, Neil, et Pulhin, Juan M. et al. (2014), 'Human Security', (sécurité humaine) dans *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (Cambridge: Cambridge University Press). (document en anglais).
- 71 Raleigh, Clionadh, et Urdal, Henrik (2007), 'Climate Change, Environmental Degradation and Armed Conflict', (Changement climatique, dégradation de l'environnement et conflit armé) *Political Geography*, 26(6): 674-694 (document en anglais).
- 72 Raleigh, Clionadh (2010), 'Political Marginalization, Climate Change, and Conflict in African Sahel States', (Marginalisation politique, changement climatique et conflits dans les États sahéliens d'Afrique) *International Studies Review*, 12(1): 69-86 (document en anglais).
- 73 Concern Worldwide, Agence d'Aide à la coopération technique et au développement (ACTED), FAO, l'Institut Sudd, UNEP, et SNV (2018), *Building Climate Resilience in Fragile Contexts: Key Findings of BRACED Research in South Sudan*, (Renforcer la résilience climatique dans des contextes fragiles: principales conclusions de la recherche BRACED au Sud-Soudan) https://www.concern.net/sites/default/files/resource/2018/02/building_climate_resilience_in_fragile_contexts-key_findings_of_braced_research_in_south_sudan.pdf.
- 74 Fund for Peace (2018), *Indice des Etats Fragiles 2018*; PNUD (2016), *Rapport sur le développement humain 2016*.
- 75 OCHA (2017a), *Global Humanitarian Overview 2018*, p. 31.
- 76 Krättli, Saverio, avec Sougnabé, Pabame, Staro, Francesco, et Young, Helen (2018), *Systèmes pastoraux au Dar Sila, Tchad* (Boston, MA: Feinstein Center); 4. Traynor, David, et Radday, Anne (2018), 'S'attaquer aux causes des conflits agro-pastoraux au Tchad' 16 avril 2018, <http://www.braced.org/fr/news/i/Addressing-the-root-causes-of-farmer-herder-conflicts-in-Chad/>.
- 77 UN (2016), *Une seule humanité, des responsabilités partagées Rapport du Secrétaire général pour le Sommet mondial sur l'action humanitaire, (rapport en anglais)* <https://www.unocha.org/publication/one-humanity-shared-responsibility-report-secretary-general-world-humanitarian-summit>.
- 78 Plateforme de connaissances sur le développement durable (*non daté*), 'Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030', (document en anglais) <https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld>.
- 79 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2017), *Coopération pour le Développement : Rapport 2017*, https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/cooperation-pour-le-developpement-2017_dcr-2017-fr, p. 148.

- 80 Krebs, Hannah, et Zyck, Stephen (2014), 'As the UN Launches its Biggest Ever Humanitarian Appeal, Here are Five Things the Numbers Tell Us,' (Alors que l'ONU lance son plus grand appel humanitaire, voici cinq choses que les chiffres nous disent - document en anglais) 22 décembre 2014, <https://www.odi.org/comment/9127-un-launches-its-biggest-ever-humanitarian-appeal-here-are-five-things-numbers-tell-us>.
- 81 OCHA (2017), *Evaluation de la planification pluriannuelle* (rapport en anglais) https://www.unocha.org/sites/dms/Documents/MYP%20Evaluation_Final%20Report.pdf.
- 82 OCDE (2017), *Multi-Year Humanitarian Funding*, (financement humanitaire pluriannuel – document en anglais) <http://www.oecd.org/development/humanitarian-donors/docs/multiyearfunding.pdf>.
- 83 Voir Concern Worldwide (2018), *Conflict and Displacement* ; et idem. (2018), *Conflict and Hunger*.
- 84 UN News (2018), 'Au Conseil de Sécurité, le chef de l'ONU appelle à un «bond en avant» dans le financement des activités de prévention des conflits et de lutte contre ses causes profondes,' (article en anglais) 25 avril 2018, <https://news.un.org/en/story/2018/04/1008302>.
- 85 IEP (2017), *Measuring Peacebuilding Cost-Effectiveness* (Mesurer le rapport coût-efficacité de la consolidation de la paix) (Sydney : IEP) ; discussion dans Banque Mondiale et Nations Unies (2018), *Chemins pour la paix : Approches inclusives pour la prévention des conflits violents* (Washington, D.C. : Banque Mondiale).
- 86 Rausch, Colette et Luu, Tina (2017), *Inclusive Peace Processes are Key to Ending Violent Conflict* (Les processus de paix inclusifs sont essentiels pour mettre fin aux conflits violents), USIP Peace Brief No. 222, (document en anglais) <https://www.usip.org/publications/2017/05/inclusive-peace-processes-are-key-ending-violent-conflict>.
- 87 OCDE (2018), 'Aide publique au développement, 152 : Irlande, 2007-2016,' Système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=CRS1>; Catégorie « prévention des conflits » calculée selon la méthodologie exposée dans le rapport de l'OCDE (2018), *Etats de Fragilité 2018*, p. 142.
- 88 OCDE (2018), *Etats de Fragilité 2018*, p. 144.
- 89 IDMC (*non daté*), 'Lois et politiques relatives aux PDI,' <http://www.internal-displacement.org/law-and-policy/> (document en anglais).
- 90 IDMC (2013), *Instruments nationaux relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays : Guide pour en faciliter l'élaboration*, <http://www.internal-displacement.org/sites/default/files/inline-files/201309-national-instruments-on-internal-displacement-thematic-fr.pdf>.
- 91 Voir engagement 7, Inter-Agency Standing Committee (2016), *The Grand Bargain: A Shared Commitment to Better Serve People in Need*, (La grande négociation : un engagement commun pour mieux servir les personnes dans le besoin - document en anglais) https://interagencystandingcommittee.org/system/files/grand_bargain_final_22_may_final-2_0.pdf.
- 92 Krebs et Zyck (2014), 'Five Things the Numbers Tell Us,' (Cinq choses que les chiffres nous disent - document en anglais).
- 93 Venton, Courtenay Cabot, Fitzgibbon, Catherine, Shitarek, Tenna, Coulter, Lorraine, et Dooley, Olivia (2012), *The Economics of Early Response and Disaster Resilience: Lessons from Kenya and Ethiopia*, (L'économie de la réponse précoce et de la résilience aux catastrophes: leçons du Kenya et de l'Ethiopie - document en anglais) http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/drought/docs/Econ-Ear-Rec-Res-Full-Report%20.pdf; Bailey, Rob (2012), *Famine Early Warning and Early Action: The Cost of Delay*, (Alerte précoce et action précoce en cas de famine: le coût du retard - document en anglais) https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Energy%2C%20Environment%20and%20Development/0712pr_bailey.pdf.
- 94 ONU Femmes (2015), *Preventing Conflict, (Prévenir les conflits)* pp. 41-43 ; Thania Paffenholz, Nick Ross, Steven Dixon, Anna-Lena Schluchter et Jacqui True (2016), *Faire que les femmes comptent – ne pas simplement les compter* (Genève : Inclusive Peace and Transition Initiative).
- 95 Conseil de Sécurité (2017), *Rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité*, 16 octobre 2017, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1733044FR.pdf>.
- 96 PeaceWomen (2018), 'Plans d'action nationaux pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (SCR 1325) sur les femmes, la paix et la sécurité,' <http://www.peacewomen.org/member-states> (site en anglais).
- 97 Coalition de Féministes pour le Changement Social (COFEM) (2017), *Funding: Whose Priorities? Feminist Perspectives on Addressing Violence against Women and Girls (Financement : Quelles priorités? Perspectives féministes sur le traitement de la violence à l'égard des femmes et des filles – document en anglais)*, http://raisingvoices.org/wp-content/uploads/2013/03/Paper-4-COFEM_final_sept2017.pdf, pp. 2-3.
- 98 OCDE (2018), *Aide à l'appui de l'égalité homme-femme et de l'autonomisation des femmes : graphiques par donneur*, <http://www.oecd.org/fr/developpement/financementpourledeveloppementdurable/themes-financement-developpement/Aide-egalite-homme-femme-2018.pdf>, p. 17.

- 99 OCDE (2018), 'Projets d'aide visant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, 152 : Irlande, 2008-2016' Système de notification des pays créanciers, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=CRS1>; 'Catégorie «prévention des conflits» calculée selon la méthodologie exposée dans le rapport de l'OCDE (2018), *Etats de Fragilité* 2018, p. 142 (rapport en anglais).
- 100 Gouvernement du Canada (2017), *L'égalité des genres : un pilier pour la paix*, <http://international.gc.ca/world-monde/assets/pdfs/pnac-fra.pdf>, p. 12; PeaceWomen (2017), 'Security Council Open Debate on Women, Peace and Security' (débat public du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité) 27 octobre 2017, <http://www.peacewomen.org/security-council/security-council-open-debate-women-peace-and-security-october-2017>.

Remerciements

Nos remerciements vont en particulier à ceux qui ont généreusement partagé leur temps et leurs expériences avec les équipes de Concern à travers le monde. Ce rapport a été compilé par Caitriona Dowd de Concern Worldwide. Il résume les documents et s'appuie sur les contributions des documents intitulés *Conflict and Displacement: Voices of Displacement and Return in Central African Republic's Neglected Crisis* et *Conflict and Hunger: The Lived Experience of Conflict and Food Insecurity in South Sudan*. En outre, ce rapport s'appuie sur les contributions et les commentaires d'Ian White, Sean McGearty et Martina Paloheimo, de la cellule de conflit et maintien de la paix de Maynooth; Bella Hodgkinson, Francesco de Pasquale, et l'équipe de Concern au Chad, à Goz Beida; Áine Costigan, Catherine Whybrow, Haneen Abdel Khaled, Monda Wehbe et Said Abdul All, l'équipe de Concern au Liban; Katia Antoine et Lodovica Tranchini, l'équipe de Concern en Haïti; et Abby Bruell, Aine Fay, Alexander Carnwath, Anne O'Mahony, Anushree Rao, Austin Kennan, Barbara White, Caitriona Loughran, Connell Foley, Dominic Crowley, Dominic MacSorley, Eithne Healy, Giulia Bazziga, Kirk Prichard, Lucia Ennis, Olive Towey, Reka Sztopa, Richard Bold, Simon Starling, Sinead NicAodh, Siobhan Sheerin, et Tim Sheehan, de Concern Worldwide.



Ce document a été élaboré avec le soutien financier d'Irish Aid. Le contenu, les idées et les opinions qui y figurent reflètent les points de vue de Concern Worldwide et des contributeurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de Irish Aid.



Ce rapport est le troisième d'une série d'études de Concern Worldwide sur les conséquences humanitaires des conflits. Il synthétise les informations tirées des reportages suivants: *Conflict and Displacement: Voices of Displacement and Return in Central African Republic* et *Conflict and Hunger: The Lived Experience of Conflict and Food Insecurity in South Sudan*. Ces rapports peuvent être trouvés en ligne à

www.concern.net



Republic of Ireland

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2
D02 H425
+ 353 1 417 77 00
info@concern.net

Northern Ireland

47 Frederick Street
Belfast
BT1 2LW
+ 44 28 9033 1100
belfastinfo@concern.net

England and Wales

13/14 Calico House
Clove Hitch Quay
London
SW11 3TN
+ 44 207 801 1850
londoninfo@concern.net

USA

355 Lexington Avenue
16th Floor
New York
NY 10017
+ 1 212 5578 000
info.usa@concern.net

Republic of Korea

2fl, Cheon-ji bldg
115 Yanghwa-ro
Mapo-Gu, Seoul
+ 82 324 3900
info.korea@concern.net